N° 291. — Troisième année. 15 c. à Lyon. — ÉDITION DU MATIN — Au dehors 20 c. Jeudi 23 Octobre 1873.

JOURNAL DE LYON

Administration et Bureaux : rue de l'Hôtel-de-Ville, 63. Bureaux de vente : 41, rue Centrale, 41.

La rédaction ne répond pas des articles communiqués et ne se charge pas de les renvoyer. — Toute lettre non affranchie ou insuffisamment affranchie sera rigoureusement refusée.

RÉDACTION
76, rue de l'Hôtel-de-Ville, 76

ANNONCES ANGLAISES
30 c. la ligne

PRIX DE L'ABONNEMENT

	Trois mois :	Six mois :	Un an :
Ville de Lyon	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Département du Rhône	11 fr.	22 fr.	44 fr.
Départem. limitrophes	12 fr.	23 fr.	46 fr.
Autres départements,	13 fr.	25 fr.	48 fr.

Pour l'Etranger, le port en sus.

LES ABONNEMENTS partent des 1er et 16 de chaque mois.

Gérant : C. GUICHARD

Imprimerie de H. Storck, Lyon.

Le prix de l'abonnement est payable d'avance; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE LYON *1893*

Lyon, le 22 Octobre

En touchant à la question si grave des responsabilités, nous avons essayé de préciser hier celle qui incombe au chef actuel du pouvoir exécutif. Il nous faut revenir encore sur ce chapitre. Chaque jour nous apporte, en effet, son contingent de nouvelles ou d'appréciations, dont il doit être tenu compte, et parmi lesquelles il s'en trouve souvent qui sont de nature à modifier les impressions de la veille.

S'il faut en croire un journal ministériel, voici quelle serait exactement la réponse faite par le maréchal Mac-Mahon aux députés qui s'étaient rendus auprès de lui pour le prier de s'expliquer sur les projets de retraite que lui a prêtés la presse royaliste :

« J'ai déjà eu l'occasion — aurait dit « le président — de faire connaître mes « intentions à plusieurs de vos collè- « gues. Si comme soldat je suis toujours au service de mon pays, comme « homme politique je repousse absolument l'idée que je doive garder le « pouvoir quand même dans quelques « conditions qu'il me soit offert.

« J'ai été nommé par la majorité « des conservateurs dont je ne peux me « séparer. »

A ces informations du *Français*, nous pourrions opposer celles de la *Presse*, qui a aussi, comme on sait, de sérieuses attaches avec le ministère et dont le langage donnerait à penser que, sur le point de savoir si le maréchal accepterait ou non de conserver le pouvoir dans le cas où le rétablissement de la monarchie ne rennirait pas une majorité suffisante, le dernier mot n'est pas dit encore. Mais ce serait, croyons-nous, aggraver, sans preuves suffisantes, la responsabilité que l'on est en droit de faire peser sur le chef du gouvernement, et, comme nous ne pouvons nous décider à voir dans ses paroles une sorte d'encouragement, un appui indirect offert aux meneurs de la restauration, nous tenons pour sincère, absolue, irrévocable, la détermination prise par le maréchal de se démettre de ses fonctions si le parti républicain l'emporte.

Qu'en résultera-t-il? Rien de fâcheux, nous voulons l'espérer.

Nos amis ne se sont jamais fait illusion sur les préférences politiques du maréchal Mac-Mahon. Son refus persistant d'accepter une candidature à l'Assemblée semblait, cependant, accuser, de sa part, la volonté de demeurer dans les limites de son rôle militaire, et de rester en dehors de toutes les influences, de toutes les compétitions de parti. C'est cette réserve, c'est cette attitude loyale et digne qui fit qu'au 24 mai les républicains le virent arriver aux affaires sans appréhension aucune. Loin de voir en lui l'épée de la coalition, on s'accoutuma bien vite à le considérer, au contraire, comme le gardien vigilant de la souveraineté nationale, plus porté à réfréner l'ardeur d'un cabinet, dont on redoutait les tendances compressives, qu'à seconder les entreprises des adversaires du gouvernement légal de la République.

Jusqu'à présent, hâtons-nous de le dire, rien n'avait pu faire supposer que le maréchal de Mac-Mahon s'écartât jamais de la ligne de conduite qu'il s'était sagement tracée, et sa promesse solennelle de maintenir les institutions existantes avait paru aux plus timides une garantie efficace contre toutes les éventualités qui pouvaient surgir.

Depuis que le maréchal a annoncé sa résolution de refuser, le cas échéant, la présidence de la République, la situation s'est un peu modifiée, et elle s'est modifiée par son fait, nous le constatons avec peine. Non pas qu'il y ait lieu, aujourd'hui plus qu'hier, de redouter quelque attentat extra-légal, dans lequel tremperait le soldat loyal qui préside à nos destinées. Nous sommes assurés qu'il demeurera jusqu'au bout le gardien fidèle de la loi. Mais, il faut bien le reconnaître, en se prononçant non pas *pour la monarchie*, il est vrai, mais pour les « conservateurs », c'est-à-dire ici *pour les monarchistes*, le chef du pouvoir a incontestablement associé son avenir à celui du parti qui médite le renversement de la République.

Il s'est mis, en quelque sorte, de lui-même en dehors du giron républicain, et on pourra regretter qu'avant de modifier sa résolution au pays, ils n'ait pas attendu le vote constitutionnel de la Chambre.

On nous répondra sans doute qu'en agissant ainsi, le maréchal de Mac-Mahon a voulu seulement couper court à toutes les intrigues, qui se couvrent de son nom pour pousser au maintien du provisoire. A cette interprétation nous nous bornerons à opposer le texte même des paroles que le *Français* attribue au maréchal, et qui contiennent une véritable profession de foi « conservatrice », — c'est-à-dire, encore une fois, anti-républicaine.

Mais, ainsi que le dit un vieux proverbe, à quelque chose malheur est bon, et — s'il y a dans la déclaration prématurée du maréchal un côté fâcheux, — elle a du moins cet avantage de déblayer le terrain et d'éliminer une des inconnues de la situation.

On sait aujourd'hui que le maréchal de Mac-Mahon n'acceptera pas la présidence de la République. Les suffrages de nos représentants ne risqueront donc pas de s'égarer : ils iront droit à l'un des hommes éminents que leur situation élevée désigne à la confiance publique, et parmi lesquels on nomme déjà MM. Grévy et le général Chanzy, M. Thiers ayant résolu, dans une pensée de conciliation très-louable, de se tenir à l'écart de la lutte.

INFORMATIONS POLITIQUES

Où en est la fusion? Aujourd'hui les deux partis se flattent d'avoir la majorité, mais nous croyons que s'il y en a un qui se trompe, ce n'est pas le parti républicain.

Cette courte note que le *Bien public* publie à ce sujet n'est pas dénuée de tout esprit de logique.

« Ils s'en vont répétant partout : « Nous avons la majorité! Nous sommes la majorité! » Si vous étiez la majorité, le coup serait déjà fait; si l'accord que vous proclamez existait, l'Assemblée serait déjà convoquée. Vous cherchez la majorité; vous ne l'avez pas et vous ne l'aurez pas. »

—

Le même journal apprécie ainsi la démission du maréchal Mac-Mahon :

« Les conjurés inaugurent un nouveau truc, on pourrait l'appeler le truc de l'abîme. La démission annoncée du maréchal de Mac-Mahon, en cas d'échec de la conjuration, faciliterait étrangement ce jeu. Si vous ne proclamez pas la monarchie, disent-ils, il n'y a plus rien. Le maréchal se retire, l'abîme s'ouvre sous vos pieds.

« A l'Ambigu, ce truc fait encore quelque effet; dans le monde politique, il est usé; si la monarchie n'est pas proclamée, la véritable majorité, celle qui aura sauvegardé la souveraineté nationale, saura maintenir l'ordre aussi bien sinon mieux que les prétendus conservateurs dont tout le talent et tous les efforts depuis deux ans ont été dépensés en conspiration. Elle aura derrière elle le pays entier qui, sûr de n'être point trompé et d'avoir le dernier la parole, attendra, calme et fort, l'heure prochaine de la consultation.

« Vous appelez cela l'abîme, nous appelons cela le salut. »

—

La vérité finit par se dégager des nuages accumulés comme à plaisir, dit l'*Opinion nationale*.

M. le comte de Chambord n'a *rien promis, rien cédé, rien accordé*. Il s'est borné à laisser causer devant lui MM. Lucien Brun et Chesnelong, et, *par son silence*, leur a donné à entendre qu'une fois roi, roi *sans conditions*, il aviserait à leur octroyer telle ou telle partie de leur programme qu'il jugerait convenable.

—

L'*Ordre* publie la note suivante :

« Nous apprenons qu'un grand nombre de Parisiens se proposent d'arborer en permanence à leurs fenêtres le drapeau tricolore. Nous ne pouvons qu'applaudir, en nous y associant, à cette manifestation aussi incontestablement légale que patriotique. L'*Ordre* arbore aujourd'hui le drapeau tricolore.

« DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE,
« *Directeur politique de l'*Ordre. »

—

D'après la *Volonté nationale* de Saint-Jean-d'Angély, MM. Martel et Mathieu-Bodet, députés de la Charente, — du groupe Target, — ont déclaré à leurs amis qu'ils ne voteraient pas en faveur de la monarchie. Ils se rallieront à la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon.

Le même journal pense, mais sans pouvoir l'affirmer, que trois autres députés de ce département, MM. André, Ganivet et Marchand se prononceront aussi contre la monarchie.

La Charente ne comptera que deux députés fusionnistes, MM. Boreau-Lajanadie et de Champvallier.

De son côté, l'*Ordre* annonce que MM. Batbie et Deseilligny voteront contre la monarchie.

—

Il serait oiseux de citer les noms des députés non douteux du centre gauche qui chaque jour promettent (ce dont on ne doutait pas) de voter pour la République; cependant nous ne pouvons passer sous silence la lettre qu'un membre du groupe Casimir Périer, un homme qui, par sa position, appartient essentiellement au parti conservateur, M. Sebert, député de la Seine et ancien président de la chambre des notaires de Paris, a adressé au rédacteur en chef de la *Liberté* :

Nous en reproduisons la plus grande partie:

« Je voterai sans hésitation contre les projets de restauration d'une monarchie tombée, il y a plus de quarante ans, sous le poids d'une impopularité et d'une antipathie qui n'ont pas cessé depuis.

« Les récentes élections, comme celles du mois d'avril, en sont l'éclatante démonstration, car elles n'ont certainement été aussi regrettablement accentuées que comme protestation anticipée du pays contre les projets monarchiques attribués depuis longtemps déjà à la droite de l'Assemblée.

« J'ai la plus grande estime et le plus profond respect pour le caractère du prince personnifiant le principe monarchique; je crois M. le comte de Chambord animé des meilleures et des plus conciliantes intentions; mais j'ai en même temps la conviction que le parti dont il s'entourerait forcément le conduirait vite aux abîmes, comme son aïeul y a été conduit par le parti rétrograde et ultramontain d'alors.

« La France, quoique essentiellement conservatrice, voudra, on n'en peut douter; conserver la souveraineté nationale, la plus grande et la plus importante des conquêtes de la révolution, son Code immortel qui a tant contribué à la démocratiser, l'égalité civile, la liberté de conscience et les autres bienfaits du droit public moderne.

« Cependant les partisans de la monarchie, qui se croient en majorité dans l'Assemblée, la disent faite. J'en doute, parce que la France, par les dernières manifestations de ses sentiments politiques, a indiqué énergiquement qu'elle n'est pas disposée à abdiquer sa souveraineté, ni à confier à la monarchie légitime le dépôt de ses libertés et de ses autres conquêtes.

« Pour éviter de nouvelles révolutions, que la France ne pourrait plus supporter et que ne manquerait pas de lui amener dans un temps donné l'établissement d'une monarchie sans racines dans le pays, je crois que la nation manquerait de prévoyance et de sagesse si elle ne conservait pas elle-même avec un soin jaloux le dépôt précieux de sa souveraineté et de ses libertés chèrement acquises.

« Je ne vois que le gouvernement du pays par lui-même qui puisse réaliser cette condition; je voterai donc pour le maintien de la république et pour la consolidation des lois sagement conservatrices, sous l'égide desquelles les droits de chacun trouveront une énergique et légitime protection.

« Votre bien affectionné,

« SEBERT,
« député de la Seine. »

—

L'*Assemblée nationale* croit savoir qu'hier soir, dans un salon politique très-important, M. Magne a déclaré que le ministère se présenterait avec une homogénéité parfaite devant l'Assemblée.

D'après le même journal, il y aurait cependant une réserve à faire à l'égard du ministre de l'intérieur. L'état de santé de M. Beulé ne lui permettrait peut-être pas de conserver plus longtemps son portefeuille durant les jours difficiles où nous sommes. On se serait même occupé de choisir son successeur. Trois noms seraient mis en avant : ceux de M. Raoul Duval, de M. Bocher, et de M. le duc Decazes.

D'après l'*Assemblée nationale*, M. Raoul Duval aurait, assure-t-on, le plus de chances.

—

On mande d'Ajaccio le 20 octobre :

« Les élections municipales de cette ville se sont faites hier dans le plus grand calme. Sur 3,936 électeurs inscrits, 2,210 ont pris part au vote.

« La liste de l'ancien conseil municipal a passé avec une majorité de 200 voix.

« Le premier élu, M. Forcioli Conti, gendre de feu M. Conti, député, a obtenu 1,583 voix; le second, M. Roux, avocat, 1,536; le troisième, M. Bacciocchi, 1,524; le quatrième, M. Pugliesi, ancien adjoint, 1,517; M. Fol, ancien maire, 1,481, et M. Stephano Poli, ancien adjoint, 1,465. Le dernier élu a 1,291 voix.

« Le premier de la liste adverse, M. Peraldi, maire, a 1,083 voix; M. Cuneo d'Ornano, adjoint, 893; M. Pozzo di Borgo, 741, et le dernier, 414. »

—

Aujourd'hui que l'Autriche est au mieux avec la Prusse, les puissances ses voisines doivent se tenir sur leurs gardes. Le bonheur rend exigeant; une querelle de voisinage serait si facile! Il est à craindre pour la Turquie qu'elle soit la première à ressentir les effets du retour de l'Autriche au sentiment de sa force renaissante.

D'après un télégramme de Vienne, le comte Andrassy aurait décidément pris au sérieux l'incident du *memorandum* ottoman relatif aux affaires de Bosnie. Il serait déterminé à transformer cet insignifiant épisode en une véritable question. Fermement résolu à maintenir dans toute leur intégrité la dignité et les intérêts « austro-hongrois, « il aurait adressé à la Sublime-Porte une note très-énergique demandant le rappel d'Azim-Pacha, gouverneur de Bosnie, et exigeant des excuses de la part du grand-vizir.

Peut-être ne faut-il voir dans cette nouvelle qu'un reflet des dispositions qui règnent en Hongrie, au sujet de la province limitrophe. Ajoutons, pour être justes, que les feuilles de Vienne tiennent un langage conciliant et s'attachent à enlever à l'incident toute gravité.

—

Un télégramme de Copenhague constate que, depuis la dissolution du Folketing, il règne dans tout le Danemark une grande agitation. Il serait possible que les prochaines élections donnassent lieu à des complications sérieuses.

—

On lit dans l'*Union* ces trois phrases qui suffiront à lever tous les doutes sur les opinions et les principes des royalistes :

« LE POINT PRINCIPAL, c'est le rétablissement de la monarchie HÉRÉDITAIRE ET TRADITIONNELLE. »

« Il ne saurait y avoir en France DEUX SOUVERAINETÉS. »

« La SOUVERAINETÉ DU PEUPLE est une INVENTION RÉVOLUTIONNAIRE. »

On ne saurait révoquer en doute l'autorité de l'*Union* qui, de tous les organes légitimistes, est le seul qui tire directement ses inspirations de Frohsdorff.

Que messieurs les orléanistes viennent donc après cela nous parler de garanties constitutionnelles, comme le *Journal de Paris*, ou de contrats synallagmatiques, comme le *Français*.

S'ils ne sont pas aveugles, il faut avouer qu'ils sont.... bien peu difficiles.

—

Martine aimait à être battue. Il y a des gens qui aiment à être dupés. Lorsqu'ils ne le sont pas, il leur manque quelque chose : tous les goûts sont dans dans la nature.

Nous saurons bientôt si les royalistes constitutionnels doivent décidément être rangés dans cette catégorie de gens qui aiment qu'on les joue. Pour le moment, on peut seulement dire que rien n'est plus grossier que l'appât qui leur est tendu par les hommes de la droite pure. Il faut vraiment que ceux-ci aient un profond mépris de l'intelligence de leurs alliés, ou qu'ils les tiennent en bien petite estime.

A moins, en effet, d'être décidés à accepter dans toute sa crudité la monarchie de droit divin, à faire le sacrifice de tous les scrupules, il ne nous semble pas possible que les royalistes constitutionnels puissent voter en faveur de la troisième restauration.

On peut même dire que les gens de l'extrême droite se gênent tout à fait trop peu dans leur agréable façon de se moquer de leurs compagnons.

Que se passe-t-il en effet? Les royalistes constitutionnels demandent des garanties, un contrat. Deux députés leur rapportent non pas rien de semblable, mais un soi-disant mandat verbal, d'après lequel on rédige une sorte de formule ainsi conçue : « Les libertés « civiles, politiques et religieuses qui « constituent le droit public de la Fran- « ce, seraient maintenues. » Que signifie ce verbiage vide de sens, ces grands mots pompeux, creux, sonores, qui ne peuvent piper que les imbéciles? Nos deux députés sont de bien pâles plagiaires de Napoléon III : « La constitu- « tion reconnaît, confirme et garantit « les grands principes proclamés en « 1789. » Les deux formules se valent. Qu'on en soit sûr, les deux choses se vaudront.

Lequel de nous, stipulant une transaction quelconque dans la vie privée, consentirait à se payer de mots aussi vagues, aussi élastiques? Quel homme de bon sens pourra voir, dans ces termes, même une ébauche de royauté constitutionnelle? D'ailleurs, il y a dans le parti légitimiste, heureusement, des voix plus sincères et qui préviennent loyalement leurs alliés des conditions réelles du marché qu'on leur veut faire contracter. L'*Union* vous définit, ô royalistes constitutionnels, le *droit monarchique : l'accord du roi et du pays, du* ROI QUI RÈGNE ET GOUVERNE, *du pays qui exprime librement ses* VŒUX.

Une représentation *consultative*, est-ce que vous voulez? Vous voilà prévenus!

L'empire s'est chargé de faire le commentaire pratique des *principes de* 89. La troisième restauration se chargera de faire l'application des *libertés qui constituent notre droit public*. Déjà on prête à certains gouvernants futurs, ou plutôt ces gouvernants futurs se prêtent à eux-mêmes, pour don de joyeux avénement, de proclamer l'état de siége par toute la France, d'ajourner toute élection à trois années, de supprimer la liberté de la presse. 1852 a fait école. Que l'on soit sûr que les « libertés qui constituent le droit public » ne gêneront pas plus un gouvernement que les « principes de 89 » n'ont gêné l'autre. Ou la troisième restauration (ce que nous espérons) ne sera pas, ou elle ne sera qu'un empire clérical.

Quant à nous, nous ne pouvons nous empêcher de gémir de l'humiliation où nous sommes réduits d'avoir à discuter de telles choses.

***

Procès-verbal de la réunion de la gauche républicaine.

Voici le procès-verbal de la réunion tenue hier par la gauche républicaine :

« La gauche républicaine s'est réunie aujourd'hui à 2 heures, boulevard des Capucines, 39, sous la présidence de M. Jules Simon. Une centaine de membres étaient présents. Tous ont rapporté de leurs départements l'impression que les tentatives de restauration monarchique soulèvent dans le pays une profonde indignation.

« Les propositions étudiées depuis quinze jours par le bureau et le comité directeur ont été examinées et approuvées par la réunion qui a confié à des commissions spéciales le soin d'exécuter les résolutions prises. La réunion a entendu ensuite avec satisfaction les renseignements qui résument le travail minutieux auquel s'est livré son bureau, et d'où il ressort qu'une majorité certaine est acquise contre la monarchie.

« Cette majorité ne pouvait être déplacée qu'à la double condition évidemment irréalisable que tous les députés actuellement indécis passeraient dans le camp de la fusion et qu'un certain nombre de ceux qui ont pris des engagements formels manqueraient à leur parole. Il importe que la majorité actuelle s'accroisse encore.

« Le devoir du parti républicain est donc en présence des procédés de tout ordre, employés par les meneurs de la fusion, de persévérer dans son attitude ferme et énergique. Il faut que l'opinion publique fasse clairement entendre sa volonté aux députés encore hésitants.

« La réunion a décidé, avant de se séparer, qu'elle tiendrait tous les jours séance à 2 heures pour entendre les rapports des commissions nommées et les renseignements fournis par le comité directeur et le bureau. »

La séance s'est terminée à 4 h. 1/4.

REJET DE L'IMPOT SUR LES TISSUS

NOUVEAUX IMPÔTS

La haute commission des finances, composée des directeurs généraux de nos grands services financiers, et chargée, sous la présidence de M. Magne, de rechercher les impôts nécessaires à l'équilibre du budget, vient enfin de terminer ses importants travaux.

Nos lecteurs se rappellent que le conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, après s'être prononcé, dans sa session du mois de juillet dernier, pour l'abrogation immédiate de la loi du 26 juillet 1872, portant établissement de droits de douane à l'im-

---

FEUILLETON DU *JOURNAL DE LYON*
Du 23 Octobre 1873. 16

LE

ROMAN D'UN PÈRE

par

M. LÉOPOLD STAPLEAUX

— La légende de l'horloger, annonça Bonnichon, au milieu d'un profond silence.

Et il dit :

Il s'appelait Carl Von Tropcher et était le premier horloger de Berlin.

Vers 1869, l'ambition s'empara de lui.

Un matin, il s'était levé ayant pris une résolution grave.

— Depuis trop longtemps, s'était-il dit, nous sommes tributaires de l'industrie française; — notez que si Von Tropcher eût pensé en français, il eût dit : l'*industrie*; mais il pensait en allemand, et comme nous ne savons pas cette langue, il nous est impossible de rendre le *ton muet* du monologue de Von Tropcher.

D'unanimes bravos accueillirent cette boutade.

— Je veux, poursuivit Bonnichon, établir une fabrique de bronze et me passer de Barbedienne et autres fabricants français. J'ai des idées, et je sens que je trouverai des sujets.

Aussitôt notre homme prit ses mesures en conséquence : dessinateurs, sculpteurs, fondeurs, tous les corps des métiers dont l'intervention lui était indispensable dans la fondation de sa fabrique furent convoqués.

On allait agir. Mais la guerre éclata.

Von Tropcher était de la landwehr.

Il avait cinq filles :

Catharina, Lisbeth, Maria, Johanna et Gretchen — la cadette — qui portait le même nom de baptême que Mme Von Tropcher.

Il les avait mariées;

La première au brasseur Gaspar Salzenhausen;

La seconde au tailleur Wilhelm Schaumacker;

La troisième au bottier Walter Diech;

La quatrième à l'épicier Fritz Neumann;

La cinquième enfin au bon cher Frantz Craner.

Les cinq gendres, qui étaient du même village que Von Tropcher et qui, comme lui, faisaient partie de la landwehr, partirent avec lui pour le Rhin vers la fin du mois d'août.

Quelques mois plus tard, au moment où les débris de l'armée prussienne rentraient à Berlin, le major Stackenbertenfulten fut plus surpris encore que peiné de constater l'absence du fusilier Von Tropcher.

Von Tropcher avait fait très-heureusement toute la campagne sans recevoir la moindre égratignure; il avait regagné Berlin, entier, bien portant, la chose était certaine : pourquoi donc n'était-il pas là?

Nous allons le dire.

Dès qu'il reçut l'ordre de rejoindre son régiment, Carl Von Tropcher, l'ambitieux horloger, embrassa Gretchen, sa femme;

Le brasseur Baspar Salzenhausen embrassa Catherine;

Le tailleur Wilhelm Schaumacher embrassa Lisbeth;

Le bottier Walter Sdiech embrassa Maria;

L'épicier Fritz Neumany embrassa Johanna;

Et le boucher Frantz Craner embrassa Gretchen, la dernière des filles de Von Tropcher.

Cela fait, les cinq gendres rejoignirent leur beau-père.

— *Mes chantres*, s'écria l'horloger, *les churnaux vranzais lisent qu'on grie à Baris : A Berlin? Grions, nous : A Baris! et dachons le bénédrer en Vrance, qui est le bays des bentules.*

A Wissembourg, vers la fin du combat, Gaspar Salzenhausen fut embroché par la baïonnette d'un zouave qui le cloua contre un mur.

Von Tropcher était à vingt pas.

— *Grand Tieu!* s'écria-t-il, *bauvre Caspar, j'en v'rai un sichet de bendule.*

A Gravelotte, Wilhelm Schaumaker tira son sabre contre un dragon, le fit tomber de son cheval, et se croyait vainqueur, lorsqu'un coup de revolver, tiré par un soldat français, l'étendit mort sur un affût brisé.

— *Grand Tieu!* s'écria Von Tropcher, *baufre Wilhelm! j'en v'rai un sichet de bendule.*

Le 1er septembre, à Sedan, la dernière balle française fut pour Walter Diech, le troisième gendre de von Tropcher.

Foudroyé par elle, il resta immobile mais debout contre un arbre derrière lequel il s'abritait.

— *Grand Tieu!* s'écria une troisième fois von Tropcher, *gué malhir! baufre Walter! j'en v'rai un sichet de bendule.*

A Orléans, Fritz Neumann eut le même sort funeste.

Le cinquième gendre, Frantz Craner, fut tué plus tard.

Et, pour Fritz comme pour Frantz, de même qu'il avait dit en voyant tomber ses trois premiers gendres, von Tropcher, après avoir déploré leur perte, répéta :

— *J'en v'rai un sichet de pendule!*

Les troupes allemandes furent refoulées vers le Rhin.

Tout en regagnant au pas de course sa patrie, von Tropcher songeait à ses compagnons, puis il pensa aux cinq veuves, à ses cinq filles.

Une idée lumineuse lui vint.

— *Tes cinq feufes*, dit-il, *je v'rai un bentule et teux ganté apres.*

C'était une sublime conception.

Von Tropcher revit Berlin et la rue où était sa maison.

C'était le soir.

Le magasin était fermé.

Une pâle lueur filtrant à travers les volets dénotait que Gretchen veillait encore.

Von Tropcher sonna.

Gretchen vint ouvrir.

— Toi, Carl! s'écria-t-elle en allemand.

— Moi! dit l'horloger.

Il embrassa sa femme et fit un pas en posant par terre la crosse de son fusil à aiguille. Vrai fusil d'horloger.

Un bruit de verre cassé se fit entendre.

— Tu as cassé un verre de pendule, expliqua Gretchen.

— On met donc les pendules par terre?

— On les met où l'on peut.

Lorsque Gretchen eût été chercher de la lumière, un spectacle aussi étrange qu'inattendu s'offrit au fusilier von Tropcher.

Son magasin regorgeait de pendules.

Il y en avait dans les montres, sur le comptoir, le long des murs, par terre, dans les coins, entassées comme l'on avait pu.

Et dans l'escalier, et dans les couloirs, et dans les chambres.

Il y en avait partout!

Et de toutes les formes, de tous les styles, de toutes les dimensions : pendule de salon, de boudoir, de chambre à coucher, de cabinet de travail; en marbre, en bronze, en argent, en or; rondes, longues, ovales, carrées; muettes, avec sonnerie, avec balancier visible et balancier caché, marquant les unes les heures, les minutes, les autres les secondes aussi, et les jours, et tout ce que peut indiquer une pendule.

— Qu'est-ce que c'est que ça? s'écria Von Tropcher.

Gretchen porta son mouchoir à ses yeux, et se mit à fondre en larmes.

Enfin, elle put parler :

— Ce sont nos pauvres gendres, dit-elle avec des larmes dans la voix, qui, au fur et à mesure qu'ils pénétraient en France, m'ont envoyé ces souvenirs sans vous le dire.

Von Tropcher ne répondit rien et gagna son appartement.

— Il est aussi triste que moi, pensa Gretchen.

Le lendemain, lorsqu'elle monta pour avertir son mari que la choucroute était sur la table, ce fut en vain qu'elle essaya d'ouvrir la porte de la chambre de l'horloger.

— Carl! Carl! ouvre-moi!

Pas de réponse.

— Mais ouvre-moi donc! reprit Gretchen.

— Même silence.

Elle voulut regarder par le trou de la serrure.

Impossible, la clé bouchait le trou.

La porte était fermée en dedans.

Elle appela à l'aide, en proie à une vaine terreur.

On accourut.

On enfonça la porte...

Horrible spectacle!

A la flèche du lit, pendu en balancier, se trouvait le corps inanimé de von Tropcher, qui s'était lancé dans l'éternité avec une telle violence que son cadavre, déjà presque entièrement froid, oscillait encore légèrement de gauche à droite et réciproquement.

Trois lignes étaient tracées sur un papier laissé en évidence :

« La profession d'horloger est à jamais perdue en Allemagne : je meurs!

« CARL VON TROPCHER. »

De chaleureux bravos accueillirent cette boutade, sorte de récit de la chambrée sous la tente, qui prouvait que le rapin n'était pas dépourvu d'une certaine imagination.

Richard s'était approché, et avait écouté avec non moins d'attention et de plaisir que ses compagnons d'armes.

— Voulez-vous me permettre de vous serrer la main, monsier? dit-il au narrateur.

— Très-volontiers! répondit Lambert, en prenant la main de Renaud dans sa main.

On se lie vite dans les camps.

Richard était très-réservé; mais Lambert lui fut si sympathique, qu'il se sentit immédiatement attiré vers lui.

Les deux jeunes gens ne tardèrent pas à se révéler qu'ils étaient artistes tous les deux.

Dès cet instant leur amitié naquit franche et sincère.

Nous avons volontairement négligé de dire que Bonnichon avait fait partie de l'armée de la Loire, en racontant ce qui se rattachait à ses débuts dans l'art, jusqu'au moment où Ferrand avait consenti à l'admettre comme élève dans son atelier de Chatou.

L'histoire de Lambert, volontaire de la Loire, se mêlant à celle de Bonnichon, fils d'épicier et rapin malgré son père, nous aurait entraîné à des digressions trop étendues.

Ceci dit, revenons à l'armée du général d'Aurelle.

(*La suite à demain.*)

portation des matières premières, avait proposé de percevoir différents droits sur les savons, les stéarines, le pétrole et les huiles, devant rapporter une somme de 23 millions; un impôt sur les verreries et cristalleries, devant s'élever à 5 millions; 4 millions sur les produits céramiques; 60 millions sur les tissus, et d'obtenir, par un moyen qui n'était point déterminé, 10 millions de l'industrie journaux: soit une somme totale de 102 millions.

La haute commission des finances n'a point tardé à reconnaître que l'impôt des tissus, pour être justifié en principe, n'en soulevait pas moins, dans la pratique, les difficultés d'application les plus considérables et les plus complexes.

La commission a donc abandonné l'impôt sur les tissus, sur les verreries, sur les cristalleries; elle a rejeté, comme nous le faisions il y a déjà longtemps pressentir, l'impôt du timbre sur les journaux.

C'est à l'enregistrement, aux contributions indirectes, aux sucres, aux sels, à la stéarine, aux douanes, aux transports, à la petite vitesse, aux postes qu'elle s'adresse.

Et tout d'abord, le droit de consommation sur les sels serait notablement accru. Il serait probablement porté de 10 à 15 fr., peut-être même à 20 fr. par 100 kilogrammes.

Quant au droit sur les sels destinés aux fabriques de soude, il serait désormais fixé à 10 fr. par 100 kilogrammes.

Les droits perçus sur les sucres de toute origine, antérieurement aux lois des 8 juillet 1871 et 22 janvier 1872, seraient augmentés d'un demi-dixième, et ceux applicables aux sucres extraits sur les procédés barytiques et autres des mélasses libérées d'impôt, seraient portés de 25 à 50 fr. par 100 kilogrammes, décimes compris.

En même temps, les pénalités destinées soit à prévenir, soit à réprimer les fraudes, seraient notablement aggravées.

L'article 26 de la loi du 31 mai 1846 serait en outre abrogé.

Il serait établi sur l'acide stéarique à l'état de bougie un droit de consommation intérieure, fixé en principal à 25 fr. les 100 kilogrammes.

Tous les mélanges ou composés factices d'acide stéarique et autres substances seraient imposables comme bougie stéarique, et quant aux chandelles ou bougies à mèche tissée ou tressée, elles seraient, quelle qu'en fût la composition, passibles de la même taxe intérieure que les bougies formées exclusivement d'acide stéarique.

Les fabricants d'acide stéarique ou de bougies seraient en même temps soumis à un droit annuel de licence de 20 fr. en principal par établissement.

L'acide stéarique en masses, blocs, plaques ou tablettes ne pourrait circuler que sous le plomb de la douane ou de l'administration des contributions indirectes, et en vertu d'acquits-à-caution garantissant, sur les quantités y énoncées, le double du droit afférent à la bougie.

L'acide stéarique à l'état de bougie et les autres produits assimilés à la bougie stéarique ne pourraient circuler qu'en boîtes ou paquets fermés et revêtus d'une vignette timbrée constatant la perception de l'impôt.

Les fabricants de bougies stéariques et de produits assimilés apposeraient, à leurs frais, les timbres et vignettes dont les paquets et boîtes devraient être revêtus.

Quant aux nouvelles charges qui pèseraient sur les transports de petite vitesse, elles consisteraient, paraît-il, notamment dans la perception au profit du Trésor public d'une taxe de 5 0/0 du prix payé aux compagnies de chemins de fer, par application de leurs tarifs pour le transport, la manutention en gare, le chargement et le déchargement des marchandises et objets de toute nature expédiés à petite vitesse.

Les tarifs des compagnies pourraient d'ailleurs être accrus du montant de cette taxe, qui ne sera pas sujette aux décimes.

Nous ajouterons que le gouvernement se réserverait le droit, dans les cas graves, de suspendre temporairement par décret la perception de cette nouvelle taxe, en ce qui concerne les céréales.

PREMIER CONSEIL DE GUERRE

Siégeant au Grand-Trianon

Présidence de M. le duc d'AUMALE

GÉNÉRAL DE DIVISION

Affaire Bazaine

Séance du mardi 21 octobre

PHYSIONOMIE DE LA SALLE D'AUDIENCE

La surveillance du maréchal Bazaine devient de jour en jour plus rigoureuse : depuis ce matin, on ne circule dans le *Chemin-Creux* conduisant à Trianon-sous-Bois, que muni d'un laissez-passer.

Hier soir, le maréchal Bazaine a veillé très-tard ; il est aussi calme que jamais.

Le maréchal Lebœuf, à la sortie de l'audience d'hier, a été l'objet d'une grande curiosité.

Un journal allemand a publié une correspondance datée de Trianon renfermant des attaques très-vives contre le maréchal Bazaine. Le maréchal a manifesté le désir de se procurer le journal qu'on n'a pas encore pu lui donner.

Foule immense dont plus de la moitié bien certainement ne pourra pénétrer dans la salle, car bien avant l'ouverture de la séance les places sont déjà occupées presque toutes. Il faudrait consacrer une page entière pour nommer tous les personnages connus et toutes les femmes élégantes qui se pressent sur les banquettes en arrière de celles qui sont réservées aux témoins.

Citons au hasard : Mme la maréchale Canrobert, la comtesse de Janzé ; Mmes Villette, de Roubio, de Aguero, ces dernières dans la loge derrière le maréchal. Sur l'estrade il ne reste plus un seul fauteuil libre. On y remarque MM. Hébert, Thévenin et Dufaure, conseillers à la cour, puis un grand nombre de fonctionnaires étrangers.

A l'entrée, on se presse, on se foule, on se dispute au milieu des gendarmes ahuris qui, ne sachant plus à qui entendre, prennent le sage parti de se boucher les oreilles. Pendant ce temps, M. le capitaine de Bosredon informe le public que toute marque d'approbation ou d'improbation est formellement interdite, précaution qui n'est pas inutile, car à diverses reprises lundi la foule s'est montrée un peu trop démonstrative.

AUDIENCE

L'audience est reprise à 1 heure moins 20.

Contrairement à ce qui a lieu ordinairement et d'accord avec le commissaire du gouvernement et la défense, le président a décidé que les témoins à charge et à décharge seraient entendus simultanément et sur chaque série de témoins assignés par la défense et qui appartiennent à la première section des neuf divisions suivies pour l'interrogatoire et les témoignages.

INTERROGATOIRE DES TÉMOINS

(Suite)

1° Prise de possession du commandement.

M. le président.— Nous allons entendre les

M. Schneider

M. Schneider (Joseph-Eugène), âgé de 68 ans, est introduit.

Les questions d'usage sont posées à M. Schneider. Il doit déposer sur ce qui concerne la prise de possession du commandement en chef de l'armée par le maréchal Bazaine.

M. Schneider.— Je ne sais rien des circonstances qui ont déterminé la prise de possession de ce commandement. S'il s'agissait de dire que le maréchal Bazaine a désiré ce commandement, et que des intrigues ont été faites par lui dans cette intention, je croirais plutôt à une présomption contraire. J'ai eu l'honneur de voir, au moment de la guerre, beaucoup d'hommes considérables, je déclare que je n'ai pas vu un homme qui ait parlé avec plus de modestie et plus de sagesse des périls et des difficultés de l'entreprise.

Je ne comprendrais pas qu'alors que la situation était compromise, le même homme eût sollicité de la diriger. Il est vrai que plusieurs membres du corps législatif ont exprimé devant moi le désir de voir le commandement changer de main, mais rien ne laissait présumer dans cette démarche l'initiative du maréchal que ses glorieux antécédents désignaient suffisamment au commandement en chef. Voilà ce que je sais. J'attendrai maintenant les questions de M. le président.

Le président déclare qu'il n'a point de questions à adresser au témoin. Le ministère public et la défense ayant fait une déclaration semblable, le président invite le témoin à se retirer.

M. Rouher

M. Rouher est appelé ensuite à déposer.

Les questions ordinaires lui sont faites. M. Eugène Rouher a 58 ans et demi ; sa profession est celle de membre de l'Assemblée nationale. M. le président l'interroge sur la première section des neuf divisions.

M. Rouher.— Je n'ai absolument aucun renseignement personnel sur la prise de possession du commandement en chef de la part du maréchal Bazaine.

M. le président. — M. le commissaire du gouvernement, vous n'avez aucune question à adresser au témoin.

M. le général Pourcet.— Non, M. le président.

Me Lachaud, défenseur.— M. Rouher sait-il que quelque démarche ait été faite par le maréchal pour obtenir le commandement en chef ?

M. Rouher.— Je sais que le maréchal n'a fait qu'obéir à un ordre. Voilà la conviction qui m'a été acquise par les renseignements que j'ai eus à cette époque.

M. le président. — Vous pouvez vous retirer.

2° Opérations militaires du 13 au 19 août

Le maréchal Canrobert

Le maréchal Canrobert est introduit et prête serment.

Après les questions d'usage, le président invite le témoin à déposer sur les opérations militaires depuis le jour où le maréchal Bazaine a pris possession du commandement jusqu'au 19 août.

Le maréchal Canrobert expose qu'il arriva à Metz le 12 au moment où le maréchal Bazaine allait être nommé commandant en chef de l'armée du Rhin.

Le maréchal Canrobert n'a pris aucune part à cette nomination qui d'ailleurs répondait au vœu de l'opinion publique.

Le 13, poursuit le maréchal, l'état-major du 6e corps est arrivé à Metz; au lieu d'avoir 20 batteries, ce corps n'en eut que 7, aucune réserve d'artillerie, aucun service administratif. Tout était resté à Châlons. On m'envoya 2 batteries de la réserve, et j'arrivais à avoir 54 pièces : c'est avec ce matériel que nous avons lutté le 16 et le 18.

C'est dans la nuit du 14 que le 6e corps se mit en mouvement : le passage de la Moselle fut très-facile; on se concentra d'abord entre Longeville et le chemin de fer de Reims. Le 6e corps ne prit aucune part à la bataille de Borny. Il s'avançait sur la route qui conduit à Gravelotte, c'était le chemin indiqué pour tous les corps : à Gravelotte, la route se bifurquant, les 2e et 6e corps devaient prendre la route de Verdun qui passe par Mars-la-Tour, tandis que le 3e et le 4e, remontant, devaient s'acheminer sur la route d'Etain-la-Garde, restant en réserve.

Le 15, vers 4 heures 1/2, le maréchal se rendit à Rézonville : le lendemain, à l'aube, les troupes allaient se mettre en route, les ordres n'arrivaient pas, lorsque je reçus l'avis de prendre mes positions de campement; j'étais prévenu en outre que l'ennemi était en avant de nous.

Un peu plus tard, nous fûmes assaillis par un feu violent auquel nous répondons de notre mieux, mais ce « jeu d'artillerie » nous coûta cher, plus de 5,000 hommes restèrent à terre. Nous parvînmes à maintenir notre position, nous avons couché sur le champ de bataille « la bataille appartient à celui qui doit enterrer les morts. » Un ordre nous prescrivit de rester jusqu'à 10 heures du soir. Nous restâmes. Vers les 3 heures du matin, je reçus l'avis que je devais prendre position à Vernéville.

Je ne tardai pas à m'effrayer de l'infériorité de cette position entourée par trois bois; aussi je fis par écrit l'observation à M. le maréchal Bazaine que cette position n'était pas tenable.

On a dit que par égard pour mon grade et pour moi le maréchal Bazaine avait cédé; c'est là un point inexact. Si le maréchal Bazaine a cédé à mon opinion, c'est qu'il la trouvait juste. Aucune observation ne fut faite par le maréchal.

Malheureusement mon mouvement fut arrêté par le 4e corps que je rencontrais en route et qui venait de Doncourt. Je n'arrivais que très-tard à Saint-Privat, ce qui m'empêcha, malgré tout mon zèle, de prendre les précautions qui auraient été nécessaires.

Le matin, le maréchal Bazaine envoya un aide de camp savoir si le 6e corps avait besoin de quelque chose.

C'est vers 11 heures 1/2 que le feu commença; le maréchal Bazaine avait envoyé deux nouvelles batteries; malheureusement les munitions manquaient. Un formidable duel d'artillerie s'engage. L'infériorité de mon artillerie me valut le même désagrément qu'à Rézonville : je perdis 5,000 hommes.

Le soir, l'ennemi jeta la garde prussienne sur le 6e corps : on l'arrêta assez bien, car 7 à 8,000 hommes restèrent là.

Si notre artillerie avait été plus puissante et mieux approvisionnée, l'armée prussienne, de l'aveu même du roi de Prusse, aurait pu trouver son tombeau devant Saint-Privat.

En effet, la garde prussienne avait été tellement engagée que dans les rectifications de frontières S. M. le roi de Prusse a insisté pour que les champs de bataille du 16 ou du 18 fussent compris dans cette rectification. Et M. le président Thiers comprit qu'il fallait céder à cet égard, parce que le roi de Prusse se montrerait, si on lui cédait sur ce point, plus coulant en ce qui concernait Belfort.

Le maréchal Canrobert continue à donner les détails de la bataille de Saint-Privat, en ce qui le concerne particulièrement. Il constate que le général Bourbaki et le général Soleille durent lui envoyer les secours de la garde, et de l'artillerie.

Dès midi et demi j'envoyai au maréchal Bazaine un aide de camp pour demander des munitions et du renfort, je fus prévenu que la garde allait venir à mon secours. Rien ne vint, ni renforts ni munitions, il arriva deux dépêches prévenant que des masses considérables prussiennes s'avançaient contre l'extrême droite. Réponse fut faite qu'il fallait des renforts. Après l'attaque infructueuse de la garde prussienne, il était visible que le 6e corps ne tiendrait pas longtemps. Je fis de nouveau prévenir le maréchal Bazaine que des renforts étaient nécessaires.

Nous avons tenu jusqu'à 7 heures. Saint-Privat était en feu, toutes les batteries convergeaient sur nous, le général Deschaud arrêta un moment l'ennemi; enfin, écrasés, anéantis par cette pluie de fer, nous nous retirâmes, protégés par la brigade du Barail, et gagnâmes, au *pas ordinaire*, une position en arrière, où le colonel de Montluisant, avec le reste de nos munitions, arrêta l'ennemi.

Une demi-heure après l'artillerie de la garde arriva et maria son feu avec celui de la batterie Montluisant. Je marchais tout doucement, m'arrêtant toutes les dix minutes, espérant toujours pouvoir prendre l'offensive. Mais tout était fini.

Le maréchal constate qu'il avait dans sa poche l'ordre de prendre, le 19, des positions autour de Metz : il les prit. J'avais été content de mes soldats, content de mes officiers, nous n'avons cédé qu'en rechignant.

Rien ne peut donner une idée de l'effet produit par cette déposition. L'humeur militaire, la verve, l'émotion, rien ne manque à ce récit d'un soldat, dont le rôle a été héroïque, aussi l'émotion est-elle profonde, et malgré les recommandations du capitaine de Bosredon, il court dans la foule comme un frisson de sympathie. Ajoutons, pour être un écrivain véridique, que le maréchal Canrobert paraît fort satisfait de l'effet produit; aussi se récompense-t-il par nombre de boules de gomme qu'il mâchonne avec une visible satisfaction.

Le président remercie le témoin de sa déposition; il lui adresse ensuite quelques questions.

D. — Pensez-vous que si les ponts sur la Moselle avaient été coupés l'ennemi aurait été retardé?

R. — Le maréchal, selon toute apparence, ne pouvait encore rien savoir de ce qui se passait de ce côté.

D. — Vous avez exécuté sans difficulté le passage de la Moselle?

R. — Oui.

D. — Mais les routes étaient encombrées?

R. — Oui, très-encombrées entre Metz et Longeville.

D. — Pensez-vous qu'il y eût lieu de détruire le pont du chemin de fer?

R. — Non, car son voisinage des fortifications le protégeait, mais les batteries ennemies n'étaient pas loin.

D. — C'est le 15 au soir que vous avez déployé votre corps perpendiculairement à la voie romaine?

R. — Oui, car nous nous attendions à voir l'ennemi apparaître d'un moment à l'autre.

D. — Avez-vous connu les intentions personnelles de l'empereur sur la marche de l'armée? Avez-vous su qu'il songeait à ramener l'armée sur Châlons?

R. — Non, je ne sais rien de positif à cet égard.

D. — Pensez-vous qu'il eût été possible de reprendre les positions de Mars-la-Tour et Vionville le 17?

R. — Nous croyions qu'il était plus possible de ne pas les quitter. J'ai entendu que l'on avait critiqué beaucoup les positions prises par le maréchal. Mais la critique est facile. Nous avions entendu que pour nous ravitailler nous avions besoin de nous rapprocher de la ville. Quand un maréchal parle ainsi on n'a qu'à s'incliner.

D. — Ne croyez-vous pas que si l'on avait attaqué le lendemain 17, on aurait pu avoir les chances d'un succès? C'est une question qu'un de messieurs les juges me demande de vous faire. En attaquant le 17, aurait-on pu avoir un succès?

R. — Je le crois, mais je n'en suis pas sûr. La garde avait beaucoup donné. Le corps du maréchal Le Bœuf également, le quatrième corps de Ladmirault avait eu quelque succès. Je dois dire toutefois qu'auparavant dans une revue je vis dans la figure d'un certain nombre de soldats ce que l'on n'y voit pas ordinairement. Je leur demandai ce qu'ils avaient. Ils me répondirent : Nous avons faim. Cela me parut étrange. Je m'adressai aux officiers. Les officiers gardèrent le silence. Le soldat avait trois jours de vivres. Mais ils avaient tout mangé ; cela se conçoit. Eh bien! ils se seraient battus sans avoir rien dans le ventre. Ils n'avaient pas même d'eau. Cependant il est fort possible qu'une action nouvelle aurait pu être engagée avec quelque chance.

D. — Ne pensez-vous pas qu'un mouvement offensif aurait rendu le ravitaillement plus facile?

R. — Je ne le pense pas.

D. — Dans le cas où on aurait pu refouler l'armée ennemie le 17, pensez-vous que cette armée aurait pu vous surprendre le 18, pendant une marche de flanc?

R. — C'est là une question difficile à résoudre. Cela dépend de la façon dont on eût opéré. Il aurait fallu pousser l'ennemi dans la Moselle.

D. — Lorsque vous vous êtes déplié, le maréchal Bazaine vous a-t-il indiqué la position de Blémont?

R. — Je l'ignore.

Le président demande au maréchal Bazaine s'il n'avait pas indiqué Blémont comme point de retraite.

Le maréchal Bazaine répond que la localité de Blémont était comprise dans la reconnaissance du colonel Lewal.

Le maréchal Canrobert. — Je répète que je ne me souviens pas d'avoir reçu d'autres ordres que celui de tenir à Saint-Privat.

D. — Cet ordre aurait été rédigé avant que le sort de la journée de Saint-Privat ne fût décidé?

R. — Oui.

D. — Et cet ordre rédigé le 18, pendant la bataille...

R. — ..... Pardon, je n'ai pas dit qu'il fût rédigé pendant la bataille, mais je l'ai reçu pendant la bataille. Mais je suis bien convaincu que si le maréchal avait su notre situation il serait venu à notre secours.

D. — Ainsi l'ordre que vous aviez reçu indiquait que le maréchal voulait se replier sous Metz, prendre une position plus en arrière?

R. — Dans la pensée du maréchal, qui était à deux lieues et demi, il n'y avait pas de bataille de Saint-Privat, mais seulement défense des lignes d'Amanvilliers.

R. — Pensiez-vous que la réserve était à la disposition des corps d'armée?

R. — Je ne le crois pas. Autrement un corps d'armée appellerait la réserve et que ferait l'autre corps d'armée! Ainsi, si j'avais pu le faire, j'aurais appelé Bourbaki. Et, à ce propos, j'ai eu une discussion avec mon ami le général Bourbaki. Nous suivions deux routes sur Bricy : Bourbaki la route d'Armanvilliers et moi la route du bois de Saulny. Bourbaki croyait être derrière le 4e corps, il était derrière le corps du général Ladmirault.

Pour revenir à la question de M. le président, je dois ajouter que la réserve est à la disposition du général en chef.

Diverses questions sont faites ensuite par M. le maréchal Bazaine au maréchal Canrobert à l'égard d'un ordre envoyé par le premier au second, le 18 août.

Le maréchal Canrobert maintient que cet ordre ne lui est parvenu qu'après midi, en pleine bataille.

Le maréchal Bazaine déclare que l'ordre a été donné dès le matin.

Le président dit que c'est une constatation que l'on pourra trancher en entendant de nouveau le général Jarras.

Le maréchal Canrobert fait une dernière observation à l'égard de cet ordre. Il était daté de Plappeville, 18 août. Il aurait dû être daté : Plappeville, 18, 3 heures, 5 heures, 6 heures du matin. L'heure est habituellement précise quand il s'agit d'une bataille, surtout quand cette bataille a un champ aussi large que celui de la bataille de St-Privat.

Le maréchal Canrobert est autorisé à se retirer dans une salle voisine d'où il sera rappelé, si la suite des témoignages le demande.

Le maréchal Lebœuf.

Le maréchal Lebœuf est appelé à déposer sur les opérations militaires jusqu'au 19 août.

Le maréchal Lebœuf fait observer qu'il lui serait difficile de déposer sur les faits militaires du 12 au 15, attendu que durant ces trois jours il est resté étranger à toutes les opérations. Ce n'est que le 15 au matin qu'il remplaça le général Decaen blessé, comme commandant du 3e corps. Le témoin rappelle les mouvements opérés par le 3e corps depuis le 15 au matin, pour se rendre à Verneville par le col de Fressy, mouvement dont il rendit compte au maréchal Bazaine en indiquant l'opportunité d'arrêter, vu l'approche de l'ennemi, la marche en avant de l'armée. D'ailleurs, le 4e corps n'avait pu opérer son mouvement. Le maréchal Bazaine répondit au témoin que, sur la demande, il l'autorisait à arrêter son mouvement et à prendre position.

Le lendemain 16, le maréchal Lebœuf, ayant entendu le canon, prit les dispositions commandées par cette circonstance.

L'affaire s'engagea vers midi. La division du général Aymard venait au moment même. J'appris, dit le témoin, que le maréchal Canrobert avait arrêté la division Montaudon pour faire face d'un autre côté à l'ennemi. Je déployai mon artillerie en face vers Vionville. Bientôt je vis déboucher le général Ladmirault. Je sus qu'il devait faire un mouvement tournant sur Mars-la-Tour. Je lui donnai de la cavalerie. J'allais faire un mouvement offensif quand je reçus l'ordre du maréchal de lui envoyer quelques troupes. J'adressai un rapport au maréchal Bazaine à la fin de la journée, en émettant la pensée que l'affaire recommencerait le lendemain. Le lendemain, vers deux heures du matin, je reçus un ordre du maréchal Bazaine qui me disait que, vu la pénurie en vivres et en munitions, nous nous replierions en arrière.

Dès lors, le 3e corps fut obligé de prendre les positions indiquées du Point-du-Jour à Montigny-la-Grange; en même temps, les reconnaissances de cavalerie cherchaient le contact de l'ennemi.

Dans la nuit du 17 au 18, le 3e corps se ravitailla en munitions, en vivres surtout car le 3e corps qui avait tiré 1,100 coups de canon dans la journée du 16 en avait encore 36,000 dans ses caissons.

Les reconnaissances de cavalerie signalaient un mouvement de l'ennemi de notre gauche vers notre droite. Le 3e corps prit donc ses dispositions pour la nouvelle bataille que tout indiquait prochaine. Le feu commença à midi 1/2 du côté de la ferme de Moscou occupée par une brigade du 3e corps : trois ou quatre fois les bois furent pris et repris, l'ennemi en fut enfin définitivement chassé.

A la gauche du 3e corps se trouve la ferme de St-Hubert défendue par le général Eymard et notamment par un bataillon du 80e. La ferme fut très-vivement attaquée, vers le soir le général Eymard demanda des renforts : derrière lui se trouvaient les voltigeurs de la garde qui entrèrent en ligne et maintinrent les positions.

Mais c'était surtout au Point-du-Jour que la lutte était vive; trois corps ennemis vinrent successivement se briser sur ce point.

Vers 7 heures, 7 heures 1/2, le 6e corps et le 4e corps avaient faibli. Le maréchal Lebœuf vint au secours de l'aile droite. Jusqu'après minuit et 2 heures du matin les troupes ennemies firent les plus grands efforts contre le 3e corps, et les autres corps commandés par le maréchal Lebœuf. Le maréchal Bazaine lui ordonna de se replier après avoir reçu l'avis que les troupes souffriraient inutilement dans des positions difficiles. Le maréchal Lebœuf laissa des grand'gardes sur les plateaux et il se retira en arrière des Crêtes, pour ménager les soldats et les garder pour une nouvelle affaire.

Le président, après avoir remercié le témoin de sa déposition, lui demande si l'empereur lui a fait part des ordres donnés par lui au maréchal Bazaine.

R. — Non.

D. — Vous avez, le 15, engagé la tête de votre corps d'armée sans attendre le 4e corps?

R. — Oui.

D. — A ce moment il y avait déjà de l'encombrement sur les routes.

R. — Oui, par suite des équipages du 4e corps, qui se trouvèrent placés entre ma 2e et 3e division. Voilà comment deux de mes divisions furent arrêtées.

Une autre division fut également retardée par les équipages de pont de l'état-major général.

D. — Pensez-vous que le 16 et le 17 il eût été facile ou tout au moins possible de reprendre Mars-la-Tour et Vionville?

R. — Je ne puis ici donner mon impression que sous toute réserve. Pour moi, j'étais d'avis de recommencer la lutte dès le lendemain. Mais je n'étais pas commandant en chef. En résumé, il n'y avait pas impossibilité, mais il eut fallu beaucoup d'audace.

D. — Vous avez dit que dans la journée du 18 vous vous attendiez à être attaqué sur la droite?

R. — Oui, monsieur le président.

D. — Vous avez parlé d'un ordre reçu le matin du 19 pour occuper certaines positions. Pouvez-vous vous rappeler l'heure de l'ordre?

R. — Je crois que l'ordre de me replier m'a été donné entre minuit et une heure du matin dans la nuit du 18 au 19 août.

M. le commissaire du gouvernement. — M. le maréchal Lebœuf peut-il préciser par qui cet ordre lui a été envoyé et s'il a envoyé un officier supérieur en retour.

R. — J'ai déjà dit que j'avais reçu par un officier supérieur ordre de me replier sur les plateaux. Je lui fis observer en retour par un officier que mes troupes seraient placées en amphithéâtre sous le feu de l'ennemi, et qu'il valait mieux se retirer en arrière, à 150 ou 200 mètres tout en plaçant les grand'gardes sur les plateaux.

M. le commissaire du gouvernement. — Je voulais vous demander si vous aviez envoyé le 18, pendant la bataille, plusieurs officiers, entre autres, le commandant Mangeon.

R. — Oui, j'ai envoyé le commandant et plusieurs officiers. Dans la soirée, il me fut rapporté que probablement je recevrais l'ordre de me replier.

Je le répète, j'ai envoyé beaucoup d'officiers au quartier général pendant la bataille.

Me Lachaud demande au maréchal Lebœuf s'il ne se souvient pas avoir écrit le 17 au maréchal Bazaine pour lui signaler le manque de vivres?

Le maréchal Lebœuf répond qu'il n'a pas dit qu'il manquait absolument de vivres, mais qu'il a simplement demandé au maréchal de lever l'interdit sur son convoi, attendu qu'il allait en manquer dans cinq jours.

Me Lachaud. — C'est le point que je voulais constater.

Le président invite le témoin à se retirer.

Il est trois heures.

La séance est suspendue pour vingt minutes.

A trois heures vingt-cinq, le conseil rentre en séance.

L'audition des témoins sur les opérations militaires du 13 au 19 août est reprise.

Le général Ladmirault.

M. le président. — Faites entrer M. le général Ladmirault.

Le général Ladmirault (Pierre-Anatole), né à Paris, est âgé de 65 ans.

Il fait sa déposition :

M. le général Ladmirault. — Jusqu'au 13, le maréchal Bazaine avait eu les trois premiers corps sous son commandement. A partir du 13, il était général en chef.

Le général Ladmirault rend compte des batailles successives du 14, du 16 et du 18 août. Le 14, il savait déjà que l'ennemi avait à Ste-Barbe une armée presque entière. Le 14, de la part de l'armée française, le mouvement commença à midi. Dès le matin, le général Ladmirault avait rencontré les postes ennemis.

Nous avions en opposition le général Steinmetz et devant moi le général Manteuffel.

A 4 heures, ma 3e division était fort engagée ; le 3e corps également. Mon artillerie de réserve prit part à l'action. Jusqu'à 6 heures, nous fûmes fortement engagés.

L'ennemi fut repoussé jusqu'à 10 heures du soir. J'avais le dessein de continuer, puisque nous avions l'avantage; mais j'avais reçu l'ordre de passer sur la rive gauche. J'employai toute la nuit à passer sur cette rive. Je voulus poursuivre ma route, mais l'encombrement des bagages et des troupes m'en empêcha. J'envoyai au maréchal demander ce que j'avais à faire. Je me conformai à ses ordres.

Le général Ladmirault indique ce qu'il fit le 15, et comment il prit position du côté de Cessy en se dirigeant sur Doncourt.

Le général Lorencey ne put pas avancer. Le général Ladmirault demanda plusieurs fois si Doncourt était bien le point où il devait arriver. Il lui fut répondu affirmativement. Il dut prendre la route par Wappy, et il indique comment il soutint brillamment plusieurs attaques de l'ennemi pendant la journée du 16. Les divisions Cissey et Legrand furent fortement engagées ; celle du général Grenier ne cessa pas de l'être. La division Lorency ne joignit les troupes du général Ladmirault que dans la nuit du 16 au 17.

Cependant les engagements furent vifs et bien soutenus. Le 3e corps et la garde avaient fourni une partie de leur cavalerie : le général Legrand commandant toute cette cavalerie, la charge fut admirable; repoussé l'ennemi, se reforma plus loin. La brigade du général (allemand) Wedel fut taillée en pièces, son chef fut tué. Sur trois divisions que comptait le 4e corps, deux seulement prirent part à la lutte : les soldats se sont admirablement battus, et ils avaient fait 35 kilomètres.

A la suite de la bataille du 16, le 4e corps reçut l'ordre de prendre une autre position; il se fixa donc d'Amanwilliers à Moscou à la gauche qui était occupée par le 3e corps. Mes reconnaissances m'avertirent le 18 que l'ennemi arrivait par Saint-Ail. La lutte s'engagea à 11 h. 1/2 du soir ; nous gagnions du terrain ; malheureusement les choses allaient moins bien à ma droite. Saint-Privat était en feu ; j'ordonnai au général de Cissey d'appuyer à droite, mais il ne put protéger le corps Canrobert; j'étais pris à revers de tous côtés ; à 7 h. 1/2, la retraite était forcée.

En somme, les pertes furent compensées de part et d'autre. D'ailleurs l'ennemi n'occupa pas immédiatement la position de Saint-Privat.

Le président adresse au témoin une série de questions concernant certains détails stratégiques sur les opérations militaires du 16.

Le témoin répond qu'il avait acquis la conviction que l'ennemi voulait tourner nos troupes.

Un juge demande si, après la bataille de Borny, l'armée pouvait prendre, le 15, la route de Verdun.

R. — Je le crois.

M. le président. — Après les renforts que vous veniez de recevoir, pouviez-vous reprendre Mars-la-Tour?

R. — Je ne dis pas que j'aurais réussi, mais je n'aurais pas hésité à le faire.

Dans la salle, à ce moment, règne un silence profond; on écoute avidement, et, comme pour le maréchal Canrobert, on sent une joie profonde à ce mâle langage tout militaire. Ces paroles sont dites rondement, d'une voix haute, ferme, énergique.

D. — L'armée pouvait-elle continuer sa marche sur Verdun sans craindre une attaque sur son flanc?

R. — Si notre mouvement avait réussi, le résultat aurait été immense; peut-être même n'aurions-nous pas eu besoin de marcher sur Verdun. Mais on ne peut rien préjuger.

D. — Quand avez-vous appelé la garde?

R. — J'avais un avantage très marqué ; ce n'est que vers six heures que je demandai d'être appuyé par la garde. Elle arriva, mais un peu tard.

D. — Le mouvement de retraite du 6e corps avait eu déjà lieu?

R. — Oui, depuis longtemps déjà.

D. — Pouvait-on, le 19, recommencer une attaque et reprendre les positions de Saint-Privat?

R. — Je ne puis le préciser.

Le général Ladmirault est ensuite interrogé sur les divers ordres qu'il a reçus.

Le général a été informé des diverses positions qu'il devait prendre.

D. — Pensiez-vous qu'un de ces ordres était l'abandon de la route de Briey?

R. — Il n'y avait pas à s'y tromper.

La déposition actuelle du général Ladmirault est terminée.

Le général Bourbaki.

M. le président. — Appelez le général Bourbaki.

Le général Bourbaki, âgé de 57 ans, domicilié à Lyon, général de division, fait sa déposition sur les mêmes faits du 13 au 19 août.

Le 14 au matin, il reçut l'ordre de passer sur la rive gauche de la Moselle. Il monta du côté du fort des Bottes et du côté du fort de Queulen. A 4 ou 5 heures du matin, le général était sur la rive gauche; voilà pour la bataille de Borny.

Le général Bourbaki rend compte ensuite de ce qui le concerne dans la bataille suivante, celle du 16.

Le combat s'engagea, la garde prit la place qui lui avait été assignée. A 2 heures du matin, le général reçut un billet qui lui ordonnait ne revenir sous Metz.

Le général dit que l'on ne pouvait voir une figure plus calme que celle du maréchal Bazaine pendant les journées du 14 et du 16. Il était toujours en première ligne; c'était même un peu gênant parce qu'on ne savait où le trouver.

Le général Bourbaki passe ensuite à la journée du 18.

Le maréchal était presque toujours aux premières lignes. On s'adressait beaucoup à la garde, qui n'était pas nombreuse, puisqu'elle n'avait que 13,000 hommes. La garde soutint plusieurs corps d'armée.

Ce n'est que vers 6 heures 1/4 qu'il fit un mouvement pour se placer entre Saulny et St-Privat. Là il vit qu'il n'y avait pas de succès. On aurait mieux fait de lui dire la vérité, car c'était risquer les grenadiers qui n'étaient pas alors appuyés par l'artillerie. A 8 h. 40, St-Privat n'était pas occupé. Un peu plus tard, il reçut l'ordre de prendre ses cantonnements.

D. — Avez-vous reçu l'ordre de soutenir le maréchal Canrobert ?

R. — Je n'ai reçu ni invitation du maréchal Canrobert, ni ordre du commandant en chef. J'ai reçu une invitation du général Ladmirault et je m'y rendis.

D. — Par le fait, vous ne disposiez que d'une division de grenadiers. Et ce n'était que pour cette division que vous étiez libre.

R. — Je n'étais pas absolument libre, dès que le maréchal était à côté de moi. Je ne savais pas les ordres généraux. Cependant j'étais libre de me guider suivant les circonstances.

D. — Un de MM. les juges me demande si après la bataille de Borny on pouvait prendre la route de Verdun dans la journée du 15.

R. — La partie de l'armée placée sur la rive gauche pouvait peut-être le faire; mais, mais je ne puis rien prévoir.

M. le commissaire du gouvernement. — N'avez-vous pas envoyé le général Dauvergne au général Jarras pour avoir des nouvelles du maréchal Bazaine?

R. — Oui! De Pappeville j'ai envoyé le général Dauvergne à cet effet; mais le général Jarras n'avait aucunes nouvelles précises à me donner.

M. le président. — Dans la nuit du 16 au 17, n'avez-vous pas reçu une indication que vous deviez vous replier sur Metz.

R. — Oui, j'ai eu cette indication.

D. — Vous avez eu aussi dans la soirée du 18 au 19, l'invitation d'avoir à reprendre les campements que vous avez occupés le 18.

R. — Les 17, 18 et 19 nous sommes restés sur nos campements, et ce n'est, je crois, que le 20 que j'ai reçu l'ordre positif de nous replier sous Metz. Je puis me tromper d'une date et prendre le 20 pour le 19. Mais, à un jour près, mes souvenirs sont précis.

Aucune autre question sur les opérations militaires du 13 au 19 août 1870 n'est faite au général Bourbaki, qui se retire, en restant du reste à la disposition du conseil pour des dispositions ultérieures.

Le général Frossard.

Le général Frossard est introduit et prête serment.

Après les questions d'usage, le président invite le témoin à déposer sur les opérations militaires du 12 août au 19.

Le général Frossard expose que le 12 il a reçu l'ordre de pousser le plus rapidement possible sur la rive gauche de la Moselle. Le 14, il reçut l'avis que les ponts étaient prêts et il se mit en mesure d'exécuter son mouvement, mais, par suite de l'encombrement, il lui fut impossible d'achever le mouvement avant onze heures du soir. Le lendemain (15), le général arrivait vers onze heures du matin à Rézonville, d'où il pouvait se rendre facilement à Mars-la-Tour. Vers midi, il entendit du canon du côté de Mars-la-Tour. Déjà il savait que l'ennemi était signalé dans les environs. Le 16, la bataille s'engagea. Pendant 4 heures, le 2e corps, commandé par le général Frossard, soutint rigoureusement le choc de l'ennemi, bien qu'il eût été assez sérieusement éprouvé dans la journée du 6. Le général demanda au maréchal si une charge de cavalerie ne serait pas opportune. Le maréchal fut de cet avis et il fut décidé qu'un régiment de lanciers appuyé par les cuirassiers, serait lancé sur l'ennemi. Mais à la suite d'un premier succès, nos troupes en danger d'être enveloppées par les uhlans furent obligées de rétrograder et le maréchal donna l'ordre de ramener en arrière les deux divisions du 2e corps.

Le général Frossard termine sa déposition, en ce qui concerne la bataille de Rezonville, par le détail des mesures qui furent prises ; puis il passe à la bataille du 18. Le 2e corps avait subi des pertes considérables. Le 18, il devait aller du côté de Rozérieulles et de Moulins. La position occupée pendant cette journée était des plus fortes. Le 2e corps faisait la gauche ; il était placé à la gauche du maréchal Lebœuf. C'étaient les 7e et 8e corps allemands qui combattaient le 2e corps ; c'étaient les mêmes ennemis que le général Frossard avait trouvés devant lui dans la journée du 6 août. La connaissance qu'on avait de ce fait donnait beaucoup d'animation aux troupes du général.

Le général Frossard explique ensuite que sur l'ordre du maréchal Bazaine, il se retira dans la nuit du 18 au 19 et vint prendre les positions qui lui étaient assignées par le maréchal.

Le président. — D. Cet ordre a-t-il été rédigé avant la connaissance de la fin de la journée du 18 août.

R.— Oui ! cet ordre a dû être donné avant la fin de la journée du 18 août.

D.— Vous avez reçu, dans la nuit du 14 au 15, l'ordre de ne pas avancer sur Mars-la-Tour et de ne pas dépasser Rezonville?

R. — J'ai attribué cet ordre au retard apporté dans la marche de certains corps par la bataille de Borny.

Après quelques mots relatifs à l'encombrement causé par les bagages et les autres *impedimenta* des troupes, le général Frossard se retire. Il sera appelé ultérieurement.

Le général Jarras

Le général Jarras fait ensuite sa déposition sur les opérations militaires du 13 au 19 août. Le général Jarras indique ce qui s'est passé dans la bataille du 14 ; les mouvements ordonnés le lendemain de cette bataille, et les ordres qui ont été donnés pour la bataille du 16. Il parle des divers retards qui ont été mis dans l'exécution de ces ordres. A la suite de la bataille de Rezonville arrivent les préparatifs pour la journée du 18. Le général Jarras entre dans les détails de ces diverses journées au point de vue de l'état-major général et des instructions données par le maréchal Bazaine.

D. — A quelle heure a été donné l'ordre pour les mouvements du 18 au 19 août?

R. — Je ne puis préciser l'heure.

D. — Avez-vous votre carnet d'ordres?

R. — Oui, M. le président.

D. — Je vous engage à vous référer à ce carnet, du consentement toutefois de la défense et du commissaire du gouvernement.

R. — Les notes sont un peu confuses, mais je puis les consulter.

Le général Jarras, s'en référant aux ordres verbaux écrits sur son carnet, rappelle ces différents ordres depuis le 15 août.

D. — Je reviens à l'ordre du 18, qui règle les emplacements que devaient occuper les corps le matin du 19 août. Cet ordre a-t-il été rédigé après la reconnaissance du colonel Lewal?

R. — Cet ordre a été donné après le retour de la mission du colonel Lewal. Il a dû être rédigé dans la soirée du 10. Le colonel Lewal était rentré vers 5 heures.

Le général Frossard indique comment il a maintenu ses positions le 18.

D. — Vous avez reçu dans la nuit du 18 au 19 un ordre de vous replier?

R. — J'ai reçu cet ordre.

J'occupais alors, du côté de Longeville la montagne de Châtel au pied des défilés, et j'étais appuyé par les forts de Saint-Quentin. J'étais un peu en avant de la ligne des forts, environ à 7 ou 800 mètres. J'ai occupé cette position presque toute la nuit du 25 au 26 août. C'est la position que j'ai conservée depuis le 19.

Diverses questions sont adressées encore au général Jarras sur les ordres renfermant les indications des routes que devaient prendre et des emplacements que devaient occuper les différents corps.

Le général Jarras n'a eu à s'occuper au commencement que de la rive gauche. Quant aux corps de la rive droite, le général Jarras n'avait pas à s'en occuper, le maréchal devait donner ces indications par lui-même ou par le général Manèque.

M. le commissaire du gouvernement. — Le colonel Lewal est rentré le 18, vers cinq heures, de sa reconnaissance. Il a dû donner des nouvelles de la bataille.

Le général Jarras.—De ce qu'il a rapporté, j'en ai conclu qu'il n'y avait rien de grave. Le colonel Lewal avait à faire une reconnaissance très-étendue. Il pouvait ignorer ce qui se passait sur certains points.

M. le commissaire du gouvernement. — Alors les ordres du 18 au 19 août ont été indépendants du rapport qu'a dû faire le colonel Jarras?

Le général Jarras. — Ces ordres ont dû être indépendants de ce rapport et donnés indépendamment du résultat de la bataille du 18.

Me Lachaud demande si le général Jarras n'a pas reçu le 18 un ordre assez long relatif aux marches des divers corps.

D. — Avez-vous veillé à son exécution?

R. — Oui, j'ai envoyé des officiers pour que tout se fît selon la volonté du maréchal.

Le président invite le témoin à se retirer.

L'audience est levée à 5 h. 35.

A demain midi 1/2 la prochaine séance.

CHRONIQUE

La dissolution du conseil municipal est malheureusement un fait presque accompli.

Sous très-peu de temps, nous en aurons la nouvelle officielle.

On assure que M. Ducros a déjà composé sa commission municipale qui est, dès à présent, toute prête, et qui entrera en fonctions le lendemain même du décret de dissolution.

On affirme que M. le préfet vient de signer plusieurs arrêtés ordonnant la fermeture de divers cercles d'ouvriers et de sociétés de secours mutuels où, paraît-il, il était trop souvent question de politique.

Le préfet du Rhône donne avis que le conseil général de ce département a, dans sa séance du 22 août dernier, inscrit au budget départemental de 1874 une somme de 600 fr. pour l'entretien d'un élève à l'école spéciale d'irrigation et de drainage, fondée par le gouvernement au Lézardeau, près Quimperlé (Finistère), et invite les candidats qui désireraient concourir pour l'obtention de cette bourse à adresser leur demande avant le premier novembre prochain, à la préfecture, où sont déposés des programmes renfermant les conditions d'admission à cette école.

M. de La Bouillerie vient d'adresser aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures une circu-

laire leur accordant la franchise du timbre pour leurs correspondances avec l'autorité, en tant qu'elles restent dans les prescriptions de la loi du 3 septembre 1851.

Les correspondances en dehors des attributions strictes des chambres ou les pétitions des particuliers transmises par elles restent assujetties au timbre.

Il a été décidé, en outre, que les registres, minutes, titres, pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité appartenant aux chambres de commerce n'étaient pas assujetties aux prescriptions du décret du 4 messidor an XIII et de la loi du 23 août 1871, relatives aux vérifications des préposés de l'enregistrement.

Un certain nombre d'économistes et de négociants français viennent d'adresser au ministre du commerce un mémoire sur la nécessité impérieuse où se trouve la France d'instituer des comptoirs à l'étranger.

Voici les noms des candidats admis à l'internat de l'école de médecine, au dernier concours de Lyon.

MM. Tedenat, Vigeaux, Gros, Rangé, Aulas, Courbis, Chavanis, Authier, Chaballier, Dubief, Armand, Girin, Mermet, Polasson.

Quelques renseignements sur le mouvement des troupes:

Les deux premières colonnes du 11e cuirassiers, qui doivent se rendre à Lyon, partent d'Angers les 22 et 25 octobre courant, sous le commandement de MM. Lucas de Missy et Petit, colonels.

La première colonne est composée de 17 officiers, de 213 sous-officiers ou soldats et de 249 chevaux; la deuxième de 20 officiers, 210 sous-officiers ou soldats et de 245 chevaux.

Ces deux colonnes arriveront le 12 et le 14 novembre à Mâcon, le 13 et le 15 à Villefranche, et seront rendues à leur destination de Lyon le 14 et le 16.

Une innovation importante est en ce moment à l'étude dans les bureaux de la préfecture de police, dit l'*Avenir national*:

« Pour peu qu'on ait assisté aux audiences des cours d'assises ou des chambres correctionnelles, on sait que la plupart des crimes sont commis par des récidivistes qui souvent, pour éviter une aggravation de peine, cachent leur nom à la justice entravant ainsi l'œuvre de cette dernière.

« Il est donc question d'établir à la préfecture un atelier et une galerie de photographie, afin de prendre les portraits de tous les criminels à leur première condamnation.

« On comprend de quelle utilité serait ce service, qui existe déjà en Angleterre et qui, d'après les calculs qu'on vient de faire, ne coûterait pas plus de dix mille francs. »

Il est à souhaiter qu'il ne demeure pas à l'état de projet et qu'on se hâte de faire fonctionner les tableaux révélateurs. La sûreté publique ne saurait qu'y gagner.

Une note que nous avons publiée récemment donnait à nos lecteurs la perspective de voir bientôt à l'œil nu une immense comète, dans des conditions plus ou moins fantastiques.

Cette prévision n'est point fondée.

Voici le résumé succinct de l'histoire des comètes *pour* la présente année jusqu'aujourd'hui.

Six comètes ont été observées en Europe en 1873; aucune n'a été visible à l'œil nu. Trois d'entre elles étaient attendues, c'est-à-dire avaient été antérieurement observées; leur retour avait été calculé et leur éphéméride publié: toutes trois ont été retrouvées.

Ce sont des astres très-peu lumineux, parfois très-difficiles à discerner, portant les noms de comètes de Tempel, de Brorsen et de Fave. Les trois autres comètes n'avaient pas encore été vues par les astronomes. La première a été découverte le 3 avril par M. Tempel, à Milan. Elle était de petite dimension, mais on lui a reconnu une période qui doit la ramener près du soleil au bout d'environ cinq ans. La deuxième a été découverte le 20 août par M. Borrelly, à Marseille. Son éclat a été plus vif que celui de la précédente, sans être perceptible à l'œil nu. Elle a passé à son périhélie le 11 septembre. La troisième a été découverte à Paris par M. Paul Henry le 23 août.

Elle a été la plus brillante de toutes, et elle s'est approchée de la terre jusqu'à n'être, le 11 septembre, qu'à environ la moitié de la distance du soleil.

Le 4 septembre elle avait une queue longue de 2 degrés environ, très nettement au noyau par un filet lumineux.

Ce noyau, d'un diamètre évalué à 9 minutes d'arc, présentait alors l'apparence d'une tête de clou, vue de profil et dont le filet figurait la tige.

La comète a passé à son périhélie le 2 octobre et elle n'est plus visible aujourd'hui à notre horizon.

Un dernier écho relatif à la reprise de *Mignon* au Grand Théâtre.

L'affiche annonçait que l'ouvrage serait représenté pour la première fois à Lyon, avec le nouveau final écrit spécialement par Ambroise Thomas pour l'Opéra-Comique.

Un de nos confrères même s'extasie sur le ...ment opéré, et déclare que le dénoûjoué avant-hier fait un effet magique.

Hélas! pourquoi sommes-nous obligés de ...per?

...se Thomas a *consenti* à ce que, dans ...es où il n'y avait pas de corps de ballet, ...à l'Opéra-Comique, lorsque MM. de Leuven ...du Locle avaient congédié le leur, l'opéra ...joué sans le 4e tableau et à cet effet, il a ...glissé, avant la fin du *trio*, une reprise fort ...mple de la romance: *C'est là que je voulais* qui permet de supprimer la *Forlane* et ...du 4e tableau.

...he s'est donc légèrement trompée en ...ant une page nouvelle.

...urait dû mettre uniquement:

...ra sera joué avec la coupure autorisée ... Ambroise Thomas

---

...s magnifiques chevaux arabes pur sang, ... par l'émir Abd-el-Kader au maréchal ...Mahon, ont passé hier à la gare de Per... à destination de Versailles.

...avons rencontré hier un vieillard, de ...pparence, d'ailleurs, qui portait à son ... en guise de ruban, une couronne de ...orangers.

... ce monsieur serait-il arrivé à l'âge ...ante-cinq ou soixante-dix ans, sans ...perdu le droit de porter cet emblème?

...l n'avait pas de barbe, on pourrait croire... ...de la barbe, le malheureux, et ...

...s aux informations.

... distinction qui sent son Harpagon

... mon bon X..., vous vous êtes ...iné à dîner?

... dîner! comme vous y allez, ...Je reçois quelques personnes, voilà

Un nommé Simon D..., poêlier, a été arrêté hier au moment où il volait des objets de peu de valeur, à l'étalage du bazar qui se trouve au n° 19 de la rue Terme.

Le 21 courant, à 6 heures du soir, trois individus ont été arrêtés sur la réquisition d'un restaurateur de la rue Tupin, pour escroquerie au préjudice dudit restaurateur.

Ces trois individus avaient fait, comme toujours, une dépense, qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient payer ni les uns ni les autres.

Encore un incendie:

Celui-ci a éclaté le 20 octobre, vers une heure, à Bron.

Deux maisons appartenant à MM. Four et Pochon, ont été légèrement atteintes à un angle de la toiture, et ont éprouvé des dégâts s'élevant à la somme de trois cents francs environ.

Ce commencement d'incendie, auquel la malveillance pourrait bien ne pas être étrangère, s'est déclaré dans une meule de paille de colza, placée dans l'angle des deux maisons.

Deux individus auraient été vus par un voisin au moment où ils s'approchaient de la meule: ils se sont éloignés vivement ensuite.

Une demi-heure après, le feu était à la meule.

Les deux maisons sont assurées à l'*Urbaine* et à l'*Abeille*.

SAÔNE-ET-LOIRE. — Nous lisons dans le *Progrès de Saône-et-Loire*:

« Un des fils de M. le duc de Nemours, M. le comte d'Eu, voyageant *incognito*, est arrivé dimanche soir à Chalon. Il a couché à l'hôtel des Trois-Faisans, et est parti lundi matin pour aller à Saint-Ythaire, près de Saint-Gengoux, chez M. Gauthier, son ancien précepteur, qui était venu l'attendre à la gare. M. le comte d'Eu, après une journée passée à Saint-Ythaire, se rendra à Mâcon, de là à Turin, et, après un voyage en Italie, dont la durée sera de quelques semaines, il reviendra en France dans le courant de décembre. »

JURA. — Lundi dernier, dans l'après-midi, plusieurs individus, Piémontais d'origine, manœuvres, se sont pris de querelle dans l'une des auberges de Rochefort, banlieue de Saint Claude. L'un d'eux s'est servi de son couteau pour frapper ses camarades et leur a fait plusieurs blessures, heureusement sans gravité. L'un de ces derniers venant prévenir la police de notre ville, rencontra sur la route de la Cueille M. le procureur de la République qui était en promenade, et, tout en lui faisant le récit de ce qui venait de lui arriver, aperçut son agresseur au détour de la route. Le coupable se voyant désigner, sauta le mur et prit la fuite par le chemin de l'hôpital, où il fut poursuivi et arrêté par M. le procureur de la République lui-même, aidé par d'autres personnes accourues pour lui prêter main-forte.

HAUTE-GARONNE. — Un horrible forfait, qui a jeté la consternation et l'effroi dans les paisibles cantons d'Auterive et de Cintegabelle (arrondissement de Muret) a été commis le 16 octobre, entre huit et dix heures du soir.

La victime est M. le baron de la Tombelle, propriétaire du château d'Ampouillac, lequel se trouve situé à quatre kilomètres de Cintegabelle.

Il résulte des informations prises que M. le baron de la Trombelle, en ce moment, habitait seul son château avec un domestique, le sieur Eugène Mitron, âgé de vingt-huit ans. C'est cet individu qui, de complicité avec le sieur Pierre Lasserre, charpentier à Cintegabelle, aurait, d'après ses propres aveux, assassiné son maître.

Le coup, paraît-il, était depuis longtemps prémédité. Le vol était le mobile du crime. Le baron était riche, et l'on connaissait ses habitudes paisibles et casanières.

Voici, du reste, comment s'est accompli le meurtre:

Mitron a furtivement introduit dans le château, vers les huit heures du soir, son complice Lasserre. Celui-ci s'est tenu sans bruit dans les appartements réservés aux domestiques. Mitron a fait son service auprès de son maître comme à l'ordinaire. Ce n'est que vers les dix heures, alors que M. de la Tombelle lisait tranquillement dans son cabinet de travail, que Mitron et Lasserre ont brusquement ouvert la porte et se sont précipités comme des furieux sur leur victime. Il résulte de l'autopsie faite par M. Montalègre, médecin, que M. de la Tombelle a été frappé de trois coups de hache à la tête et que la mort a dû être instantanée.

Une fois le crime accompli, les deux malfaiteurs, pour en faire disparaître les traces, ont amoncelé des tas de papiers et autres objets autour du cadavre. Puis ils y ont mis le feu. L'incendie se propageant et menaçant le château, Mitron et Lasserre se sont empressés de l'éteindre.

Mitron, à l'insu de son complice, a ensuite ouvert le secrétaire de M. de la Tombelle et s'est emparé d'une somme de 3,110 fr., en or et en billets, qu'il a remise à la justice.

Le lendemain, de bon matin, Mitron, désolé, a annoncé aux métayers des environs le malheur qui venait d'arriver au château, disant que son maître s'était incendié pendant la nuit et que son cadavre était tout carbonisé.

Immédiatement le bruit de la catastrophe se répand dans les environs; la justice, prévenue, se transporta au château d'Ampouillac. Mais le cadavre de M. de la Tombelle n'était pas tellement carbonisé que l'expertise médicale n'ait aussitôt reconnu l'attentat dont le malheureux châtelain avait été l'objet.

A l'instant même, les soupçons se portèrent sur Mitron. Il est arrêté par les gendarmes; on l'interroge, il se trouble, il balbutie, finit par faire les aveux les plus complets et dénonce Lasserre comme son complice. Celui-ci est également arrêté, et ces deux criminels sont aujourd'hui sous les verrous.

Un détail qui revient aujourd'hui à la mémoire de tous les habitants de Cintegabelle.

Il y a huit mois environ, Mme Gueyraud, belle-mère de M. de la Tombelle, a été trouvée asphyxiée et à moitié brûlée dans sa chambre.

Des soupçons s'élèvent à ce sujet contre Eugène Mitron, et le bruit court qu'on va ordonner l'exhumation du cadavre de Mme Gueyraud.

Dans tous les cas, l'information continue et une enquête est ouverte.

M. le baron de la Tombelle était âgé de 56 ans.

A propos de ce terrible drame, il est juste de rendre ici publiquement hommage au zèle et à l'intelligence avec laquelle la gendarmerie de Muret, d'Auterive et de Cintegabelle a secondé l'action de la justice.

LA GRANDE MAISON, *place des Jacobins, 4, à Lyon.* — Habillements pour hommes, jeunes gens et enfants. — Perfection et bon marché. — 5 récompenses; médaille d'or.

La librairie Garnier frères, 6, rue des Saints-Pères, publie un résumé très-exact et très-complet du *Procès Bazaine*, illustré de portraits, plans de batailles et gravures.

Cette publication paraît au fur et à mesure des débats, par livraisons à 10 centimes qui, réunies, formeront un superbe volume de bibliothèque.

On souscrit, chez tous les libraires de Paris et de la province.

Mademoiselle **FRAISSE**, professeur de piano, ouvrira le 15 novembre ses cours de musique, théoriques et pratiques, comprenant la lecture, solfége, chant d'ensemble et harmonie.

Cours complet en 50 leçons.

Cours élémentaire pour les enfants.

Pour se renseigner et s'inscrire, s'adresser tous les jours, de 2 à 4 heures, à son domicile, rue Saint-Joseph, 3, au 2me. 1916

LE SABLIER a reçu ses modèles de nouveautés d'hiver.

DÉCÈS

Les amis et connaissances des familles BRISSAUX et CHIZAT, qui, par erreur, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de madame veuve

BRISSAUX, née BAILLY-MAITRE

sont priés de considérer le présent avis comme une invitation à vouloir bien assister à ses funérailles qui auront lieu vendredi 24 courant, à 9 heures 3/4 du matin.

Le convoi partira du domicile de la défunte, rue Saint-Joseph, 62, pour se rendre à l'église Sainte-Croix, et, de là, au cimetière de Loyasse.

DÉPÊCHES D'HIER

SOIR. — 3 HEURES.

Paris, 22 octobre, 9 h. 5', mat.

Le *Journal officiel* publie le décret convoquant pour le 16 novembre les collèges électoraux de l'Aube et de la Seine-Inférieure.

Paris, 22 octobre, 12 h. soir.

Le Soleil dit:

« Voici la vérité sur l'entrevue de Salzbourg entre le comte de Chambord et les délégués de la droite de l'Assemblée.

« Les délégués ont obtenu pleine satisfaction sur les bases déjà connues; ensuite le comte de Chambord, voulant témoigner sa pleine entente avec le pays, s'en est remis à l'Assemblée du soin de formuler ces bases dans l'acte même qui le rappellera au trône.

« Relativement au drapeau, le comte de Chambord a dit: « Oui, je saluerai le drapeau que les soldats français me présenteront à mon retour en France, car ce drapeau, teint de leur sang, est digne de mon respect. »

Versailles, 22 octobre, 1 h. 40 s.

Le maréchal de Mac-Mahon a déclaré que ceux qui se servent actuellement de son nom pour diviser les conservateurs, se livrent à de coupables manœuvres.

Nouvelles du Matin

PARIS

(Correspondance particulière du *Journal de Lyon.*)

22 octobre.

On paraît être certain d'une chose: c'est que, quoiqu'ils se vantent du contraire, les monarchistes n'ont pas le moins du monde une majorité, et qu'ils arriveront à la reprise de la session sans l'avoir. J'entends une majorité résultant d'engagements écrits et positifs.

Les incidents de séance auront donc une grande importance, et les groupes de gauche auront à veiller sur eux-mêmes, ceux de l'extrême gauche surtout, afin de ne pas donner lieu aux indécis de passer à droite.

Vous vous rappelez le jour où M. Duvergier de Hauranne, impatienté par la manière d'agir de quelques-uns de ses collègues, les quitta pour aller s'asseoir auprès du général Changarnier.

Il reprit sa place le lendemain, et nous savons qu'il ne la désertera pas dans le débat qui va s'ouvrir; mais enfin vous sentez quel fâcheux effet une parole ou un geste de trop de la part de certains républicains pourrait avoir sur ces quelques députés du centre dont le vote donnera la victoire à l'un ou à l'autre parti.

Il y a cette après-midi une grande réunion de la droite à Versailles, à l'hôtel du Petit-Vatel. On ne saura que ce soir ce qui s'y sera passé.

Demain, commission de permanence. J'ai déjà aperçu hier M. Buffet au train de la gare Saint-Lazare.

C'est là qu'on décidera si l'Assemblée sera ou non convoquée d'avance. La probabilité de cette convocation prématurée est beaucoup mions grande qu'il y a quelques jours.

Cela se conçoit. On est si près du dénouement qu'il n'en coûte plus trop d'attendre. De plus les droitiers, outre l'intérêt qu'ils ont de ne pas paraître sortir des formes légales, ont celui de livrer pendant plus longtemps ceux qu'ils veulent gagner aux impressions de l'atmosphère parisienne.

Cette atmosphère, il faut bien le reconnaître, n'est pas très-saine pour les membres du centre gauche. Au lieu de leurs électeurs départementaux dont les répugnances à l'endroit de la monarchie ne pouvaient manquer d'agir sur eux, ils ont affaire ici au monde des salons où la propagande royaliste est organisée d'une façon très-active.

Il faut espérer cependant qu'ils sauront démêler, au milieu de ce concert de conservateurs aveuglés et de femmes tant soit peu affolées par la perspective d'une cour, les voix plus calmes de ceux qui regardent au-delà du spectacle nouveau des premiers jours, et qui se préoccupent de ce que deviendrait la France avec ce nouveau régime.

Les plus entraînés sont encore là-dessus capables de réflexion pour peu qu'on les en prie. Je rencontre parfois de ces hommes pour lesquels un hiver de fêtes et de plaisir, une sécurité de quelques mois et une lune de miel commerciale et industrielle, sont une raison suffisante de se précipiter vers l'inconnu. Mais après?

Après, quand on leur montre les projets du parti prépondérant, le monarque même impuissant à calmer les fureurs cléricales que son avénement aura déchaînées, les villes hostiles, les campagnes d'autant plus indisposées qu'elles seront obligées de subir bien des choses sans souffler, enfin les périls de la politique extérieure au bout desquels une guerre est presque fatale, quand on attire leur attention sur tout cela, on les voit se refroidir à vue d'œil, et il ne s'agirait peut-être que de saisir un moment psychologique favorable pour que les idées des plus sceptiques ou des plus intéressés fussent retournées.

En attendant les déclarations comme celles que la presse républicaine est en train d'enregistrer ont beaucoup de poids. On assure de tous côtés, par exemple, que M. Denormandie, ami des princes d'Orléans et auteur jadis de propos monarchiques très-accentués, se prononce finalement pour la république. De même pour M. Dietz-Monin. Cela contrebalance un peu la campagne que continue dans les *Débats* M. John Lemoinne.

L'article qu'il y publie ce matin est un des plus fâcheux au point de vue de la République; car il travaille à aplanir les scrupules de ceux qui, après s'être déclarés en notre faveur, seraient tentés de tourner au dernier moment.

M. John Lemoinne leur dit qu'ils ont pu avoir parfaitement raison de ne pas vouloir de la monarchie tant que la monarchie n'était pas acceptable; mais, à présent qu'elle l'est, pourquoi ne changeraient-ils pas, puisque le roi a changé?

Le roi a changé! Qui a dit cela? Ce n'est, je pense, ni l'*Union* ni l'*Univers*, qui s'évertuent à crier le contraire. Quant à MM. Lucien Brun et Chesnelong, nous sommes beaucoup plus au courant des bref que le Saint-Père leur a envoyés que des paroles qu'ils ont reçues du comte de Chambord.

On pense, il est vrai, que le comte de Chambord se manifestera au dernier moment et de la façon la plus libérale, s'il faut en croire les membres du centre droit. Mais, je le répète, peut-on compter qu'il soit maître de la situation qui lui sera faite par une restauration escamotée, maître surtout du parti qui le ramène et qui a de tout autres soucis que la sécurité des conservateurs et la reprise des affaires?

On dément absolument tous les bruits relatifs à un remaniement ministériel. M. Raoul Duval, dont il a été question à ce propos, est absent depuis trois jours. Faut-il toujours croire à sa résolution de voter contre la monarchie? Je l'ignore. On est aussi très-partagé sur les intentions des bonapartistes. M. Paul de Cassagnac affecte de se plaindre d'eux amèrement, ce qui ne serait pas un indice très-rassurant. Mais le rédacteur du *Pays* crie souvent pour le plaisir de crier.

M. Beulé vient de décider que le musée chinois, provenant de l'expédition du comte de Palikao, serait remis à l'ex-impératrice. On se base, pour cette mesure, sur cette considération que les objets d'art de la liste civile sont seuls considérés comme appartenant à l'Etat. Les magots et les potiches ne seraient donc pas regardés comme tels; en revanche, on garde les armures et les panoplies du château de Pierrefonds.

Les débats de Trianon n'ont donné lieu aujourd'hui à aucun incident. Vendredi commencera probablement la discussion de l'envoi et de la réception des dépêches, et je n'ai pas besoin d'ajouter que l'intérêt du public sera aussi vivement excité que possible. C'est là que nous verrons comparaître les colonels Lewal, d'Andlau, Stoffel et Magnan, les forestiers et les habitants qui ont servi d'émissaires, enfin peut-être le maréchal de Mac-Mahon lui-même, s'il était jugé indispensable de l'entendre.

Mais, dans ce cas, la qualité de chef de l'Etat nécessiterait l'emploi de certaines formalités.

Le nombre des curieux ne croît plus, c'est impossible; mais il se maintient, et on ne peut plus sortir de la salle une fois qu'on y est entré. N.

DERNIÈRES DÉPÊCHES

MATIN. — 7 HEURES.

Paris, 22 octobre, 2 h., 35 m., soir.

Affaire Bazaine. — Le général Soleille, étant malade, ne comparaît pas. On fait la lecture de sa déposition relative aux opérations militaires.

Le chef d'état-major du général Soleille dit que la consommation des munitions jusqu'au 16 est estimée à un tiers de l'approvisionnement.

Aujourd'hui, déposition des intendants.

Paris, 22 octobre, 8 h. 30, soir.

Dans la réunion du centre droit, M. d'Audiffret termine son discours en disant que l'hésitation n'est plus possible, l'expérience de la république conservatrice ayant échouée. Les partis conservateurs offrent au pays une monarchie constitutionnelle ayant à sa tête la maison royale de France réconciliée.

Il termine en disant qu'il ne doute pas de la victoire. (Vifs applaudissements.)

La réunion approuve la conduite du bureau et lui vote des remerciments.

L'assemblée adopte ensuite à l'unanimité la résolution qui doit être soumise à l'Assemblée.

Le président fait observer que beaucoup de membres du centre gauche sont partisans, au moins théoriquement, de la monarchie constitutionnelle.

Il propose donc, afin de dissiper tout malentendu, d'amener une entente avec eux et de leur communiquer la résolution qui sera soumise à l'Assemblée. Il espère que ces membres trouveront dans cette résolution une satisfaction pour tous leurs principes et une réponse à tous leurs scrupules.

Cette proposition est adoptée.

M. Chesnelong donne de longs détails sur ses entrevues avec M. le comte de Chambord. Il constate, relativement aux garanties constitutionnelles, que l'accord était complet entre les idées du comte de Chambord et les idées de la France libérale. Relativement au drapeau, le comte de Chambord dit qu'il n'avait pas l'intention d'offenser la France, ni son drapeau, ni son pays; qu'il n'était étranger ni aux gloires que la France avait acquises sous ce drapeau, ni aux douleurs qu'elle avait subies, puisque ce drapeau tricolore était le drapeau légal. — Si les troupes lui devaient de le saluer à son entrée en France, il saluerait lui-même avec bonheur ce drapeau teint du sang de nos soldats.

Le comte de Chambord ajoute qu'il se réservait de proposer au pays, par l'entremise de ses représentants, une transaction compatible avec son honneur et qu'il croyait de nature à satisfaire simultanément l'Assemblée et le pays.

Après la séance, le centre droit, pour constater solennellement l'accord de toutes les fractions monarchiques, est allé à l'hôtel des Réservoirs pour délibérer en commun avec la droite.

Derniers renseignements:

La droite et le centre droit réunis ont décidé de laisser toute liberté à la commission de s'entendre avec le gouvernement relativement à la convocation anticipée de l'Assemblée.

Bourse, plus bas, 93.42; clôture meilleure.

Paris, 23 ocobre, 5 h. 30 mat.

La *République française* se dit indifférente à la convocation anticipée de l'Assemblée. Elle croit que le parti républicain de l'Assemblée est prêt, dès à présent, à soutenir la lutte.

Le même journal publie une lettre de dix-huit députés de la Seine exprimant leur indignation des efforts faits pour la restauration monarchique.

Une lettre de l'amiral Saisset, rappelant le vote du renversement du gouvernement de M. Thiers dit qu'il a le devoir de voter la forme définitive du gouvernement de la France.

New-York, 22 octobre.

M. Boutwell conseille l'augmentation temporaire de la circulation du papier-monnaie. Il pense que le gouvernement reprendra bientôt les paiements en espèces.

Aden, 22 octobre.

Le gouvernement égyptien a convenu amicalement avec les naturels du pays d'occuper le fort de la ville de Berbéra.

Les Anglais ne font aucune opposition.

TERME

(DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE)

Paris, le 22 Octobre 1873.

PRÉC. CLOTURE	VALEURS	DERNIER COURS	DERNIER COURS
57 90	3 0/0 [illegible]	57 75	57 80
93 77	5 0/0 [illegible] (1872)	93 60	93 65
93 10	5 0/0 Libéré (1871)	93 ..	93 10
60 ..	5 0/0 Italien	59 75	59 15
4320 ..	Banque de France	4320 ..	4285 ..
1018 ..	Foncier ancien	1006 ..	1007 ..
350 ..	Crédit Mobilier	348 ..	345 ..
625 ..	Crédit Lyonnais	617 ..	615 ..
522 ..	Société Générale	525 ..	522 ..
353 ..	Mobilier Espagnol	353 ..	355 ..
810 ..	Orléans	810 ..	... ..
1002 ..	Nord	1002 ..	... ..
892 ..	Paris à Lyon et Médit	890 ..	887 ..
721 ..	Autrichiens	717 ..	717 .
358 .	Lombards	355 ..	355 .
440 .	[illegible]	435 ..	... ..
417 .	Obligations	412 ..	415 ..
92 1/2	Consolidés à Londres	92 9/16	92 9/16
BONS DU TRESOR	3 mois à 5 mois.	4 1/2 0/0	
	6 mois à 11 mois	5 0/0	
	A un an	5 1/2 0/0	

CONDITIONS PUBLIQUES DES SOIES

Lyon, 22 Octobre.

NUMÉROS	SORTES	FRANCE	ESPAGNE	PIÉMONT	ITALIE	BROUSSE	SYRIE (Race très Soignée)	BENGALE	CHINE	CANTON	JAPON	Poids
37	Org..	11	1	2	11	»	»	2	5	5	»	3145
30	Tra...	7	»	1	6	»	»	»	11	»	5	1952
55	Grég.	12	2	»	13	5	»	1	5	4	13	3964
7	Div..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	Bob..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	Lain.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
130		30	3	3	30	5	»	2	6	21	4	18	9061
BALLOTS PESÉS												
3	Org..	»	6	»	1	»	»	»	»	1	»	1	109
3	Tra...	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	233
68	Grég.	»	»	»	»	»	»	»	26	12	30	»	3264
1	Div..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
75		1	»	»	1	»	»	»	29	12	31	»	3606

Ballots conditionnés des 1er du mois . . . 2114 ces
Ballots pesés depuis le 1er du mois . . . 1128 ces

SAINT-ÉTIENNE, 21 octobre.

NOMBRE		FRANCE	ESPAGNE	PIÉMONT	ITALIE	BROUSSE	SYRIE	BENGALE	CHINE	CANTON	JAPON	Poids
16	Organsin	5	»	1	6	3	»	1	»	»	»	1344 19
12	Trames	»	»	»	2	7	»	1	»	»	»	621 32
1	Grèges	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	47 60
»	Diverses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» »
»	[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» »
29		5	»	1	8	11	»	2	»	»	»	2013 11
BALLOTS PESÉS												
4	Organsin	»	»	»	2	2	»	»	»	»	»	251 91
3	Trames	»	»	»	1	1	»	1	»	»	»	42 63
4	Grèges	»	»	»	1	2	»	1	»	»	»	181 75
»	Diverses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» »
11		»	»	»	4	5	»	2	»	»	»	476 29

12 Décreusages . . . . . 8 Grèges
48 Ouvrées . . . . . 4 Moulinées

VALENCE, 21 octobre.

»	Organsins	» »
»	Trames	» »
8	Grèges	461 »
»	Ballots pesés	» »
8	Total	461 »
	Opérations de décreusage	» »
	Dernier numéro placé	51 »
	Total du 1er au 2	4663 »

AVIGNON, 21 octobre.

»	Organsins	» »
1	Trames	107 71
4	Grèges	317 50
5	Total	425 21
BALLOTS PESÉS		
»	Organsins	» »
»	Trames	» »
2	Grèges	93 84
2	Total	93 84

AUBENAS, 21 octobre.

5	Organsins	407 »
»	Trames	» »
16	Grèges	1180 »
23	Ballots pesés	1117 »
44	Total	2704 »
	Opérations de décreusage	» »
	Dernier numéro placé	288 »
	Total du 1 au 20	26402 »

BULLETIN COMMERCIAL.

Paris, 21 octobre.

Les blés ne donnent lieu qu'à de rares affaires, et les offres sont en baisse de 0.50 pour certaines provenances.

Les seigles et les autres menus grains conservent les prix de la semaine dernière.

En spéculation, les blés sont cotés, courant, 37 75; novembre-décembre, 37 75; 4 mois de novembre, 38; 4 premiers mois, 38 25 les 100 kilos, conditions de Paris.

Peu d'affaires, mais cours assez bien tenus sur les farines.

8 marques, disponible, courant et deux prochains, 84 fr.; 4 mois de novembre, 84 50; 4 premiers, 84 fr. 75.

Supérieures, disponible et courant, 81 75; 2 prochains, 82 25; 4 de novembre, 82 50; 4 premiers, 82 75.

Les huiles de colza faiblissent; affaires très-calmes:

Disponible et courant, 85 fr.; prochain, 85 25; décembre, 85 50; 4 premiers, 86 75; 4 d'été, 88 50; 4 derniers, 91 25.

Les huiles de lin ne varient pas:

Disponible, 88 25; courant, 88 fr.; 2 prochains et 4 premiers, 87 50.

Les esprits 3/6 nord fin sont plus faibles:

Disponible et courant, 73 50; novembre et décembre, 72 50 4 premiers et 4 mois chauds.

Les sucres raffinés sont offerts de 153 à 154 suivant marque. On donnerait volontiers à 50 c. au-dessous, s'il y avait des acheteurs.

Les sucres blancs n° 3 cotent:

Disponible et courant, 69 50; 4 mois d'octobre, 70 fr.; 4 premiers mois, 71 50; 4 mois de février, 71 75 à 72 fr.

Les sucres roux tendent à baisser:

10/13: disponible et courant, 59 50.

7/9: disponible et courant, 62 25 à 62.

Il n'y a pas pour le moment de vendeurs sur livrable.

Bordeaux, 21 octobre.

Cafés. — 2,100 sacs Costa-Rica avariés à 122, 216 sacs Guayra gragé à 130, 94 sacs dito non gragé à 125 50, 100 sacs Rio lavé à 128 et 500 sacs dito dito à 128 les 50 kilos.

Peaux. — 14 balles Montevideo à 162 50 les 100 kilos.

Indigo. — 16 caisses Bengale, 2 surons Kurpah et 3 caisses Caraque à prix restés secrets.

Laines. — 22 balles Buenos-Ayres à 195 les 100 kilos.

Havre, 21 octobre.

Cotons. — Marché lourd, acheteurs réservés.

Ventes, 260 balles. Très-ordinaire Louisiane disponible, 116; dito sur octobre, 113; dito sur novembre, 111 à 112; dito sur décembre, 110 les 50 kilos, entrepôt.

Liverpool, 21 octobre.

Cotons. — Ouverture du marché.

Ventes probables d'aujourd'hui, 10,000 balles. Marché sans changement.

Importations, 7,000 balles.

OBSERVATIONS METEOROLOGIQUES

du 22 octobre.

PAR J.-E. FASSE, DE LA MAISON GAIFFE ET DARLOT, *Opticiens, 12, rue de l'Hôtel-de-Ville.*

THERMOMÈTRE			BAROMÈTRE		
à 9 h. d. m.	minima.	maxima.	à 9 h. d. m.	minima.	maxima.
11.8	5.9	12.8	749 0	749.0	752 8

Humidité. 62 %
Vent..... S-E faible
Pluie..... 0 m/m %
Ciel..... 3/4 moy.

SPECTACLES DU 23 OCTOBRE

GRAND-THÉATRE

GUILLAUME-TELL, grand opéra en 3 actes et 4 tabl.
On commencera à 8 heures »/».

THÉATRE DU GYMNASE

LA FILLE DE MADAME ANGOT, opérette-bouffe en 3 act.
L'OMBRELLE comédie en 1 acte.
On commencera à 7 heures 1/2.

THÉATRE DES VARIÉTÉS

LES INUTILES, comédie en 4 actes, de E. Cadol.
FAIS CE QUE DOIS, poème en 1 acte.
On commencera à 7 heures 1/2.

PALAIS DE L'ALCAZAR

Cirque S. Priami et G. Pierantoni. — Représentation tous les soirs à 8 heures.

Maisons Recommandées

Appareils à gaz, Plomberie

VELLAY et Ce, rue de l'Hôtel-de-Ville, 98.

Coiffure, Parfumerie, Teinture

ROCHON, rue Grenette, 34.

Chapellerie

RIVIER sœurs, rue Centrale, 43, et rue de l'Hôtel-de-Ville, 86.

Chaussures

Maison SIMIAN, *aux Médailles*, rue de l'Hôtel-de-Ville, 74.

Machines à Coudre

BLACHE et Ce, place de Lyon, 44, angle de la rue Childebert. Leçons données par Mmes J.-P. Mollière et Blache.

Nouveautés, Châles, Soieries, Confections

AU BON MARCHÉ, 5, place Saint-Nizier, 5.

Papeterie de luxe

E. BOULU, 9, rue Saint-Dominique, angle de la rue des Archers.

Pianos

ADRIEN REY, 17, rue de Lyon. — Pianos des meilleurs facteurs de Paris. Vente, location, échange, réparations, accords
Maison de confiance fondée en 1807.

Quincaillerie, Articles de ménage

LÉON FRÉMIOT, rue de Lyon, 48 et 50.

Spécialité de Lingerie pour hommes

PITIOT-LA-SELVE, chemisier, rue Lafont, 10.

DE L'EXTRAIT DE VIANDE

PAR F. ROHART

Extrait du *Journal de l'Agriculture* du 7 décembre 1872.

En tous cas, le bouillon Liebig a loyalement donné ce qu'il avait promis; rien de plus, mais rien de moins.

Le sujet intéresse un peu tout le monde, puisqu'il y a là une question d'alimentation publique et d'économie politique qui peuvent parfaitement trouver leur place dans tous les ménages, et surtout dans les fermes isolées qui sont loin du centre d'approvisionnement . . . .

Ayant vécu en Robinson du cap Nord, pendant plusieurs années, à 240 lieues du boucher qui nous approvisionnait, nous avons été bien heureux de recourir fréquemment à ce produit, si facilement transportable et si facilement conservable, *qui nous a rendu*, dans des circonstances difficiles et pénibles, les plus grands services.

Pour les discuteurs, le débat est toujours engagé sur le terrain scientifique, absolument comme au premier jour, sans tenir compte des faits et des résultats les mieux constatés. On a ergoté sur des riens et souvent sur des données qui étaient fausses ou incomplètes, absolument comme il s'est agi, il y a vingt-cinq ou trente ans, des qualités alimentaires de la gélatine, sans tenir compte que nous mangeons tous les pieds de veau, de la tête de veau et des pieds de porc, qui ne sont que de la gélatine, et qui nous nourrissent parfaitement.

Il en est de même de l'extrait de viande, et ce n'est pas là un point d'appréciation, c'est un fait. Nous l'avons constaté sur nous même comme sur le personnel composant notre petite colonie. Depuis nous avons eu la confirmation de ce fait par les officiers norwégiens que le gouvernement emploie, pendant la belle saison, à des travaux topographiques qui exigent, chaque année, trois ou quatre mois de résidence au milieu des montagnes, des neiges, et toujours dans les conditions les plus pénibles.

Quelques excursions dans les glaciers de la Norwége *nous ont amenés à vivre un peu avec* de braves officiers auxquels nous avons entendu dire bien souvent : Le bouillon Liebig est une grande ressource pour nous, et nous sommes heureux de l'assistance qu'il nous apporte; nous souffrons moins depuis que nous pouvons en user, et nous lui avons adressé souvent bien des bénédictions.

Il n'y a rien d'exagéré dans ces paroles, et nous mêmes nous en avions dit autant, bien souvent, dans les circonstances les plus dures.

Récemment encore, c'est-à-dire pendant le siége de Paris, nous avons pu, avec un peu de prévoyance, alimenter copieusement une vingtaine de pauvres enfants de l'agriculture, malades ou blessés, en nous aidant du bouillon Liebig, de la gélatine et des légumes secs de la Ce Cholet, trois produits qui représentent les applications de la science aux besoins de la vie.

Que de fois j'y ai pensé au milieu de tant de jours sans pain! et avec quelle ferveur mes actions de grâces venaient se confondre avec celles que j'avais recueillies précédemment au milieu des solitudes glacées de la Norwége.

Question de pot-au-feu, tout simplement, mais à la faveur de laquelle on a du moins la satisfaction de pouvoir se dire que l'on a fait plus de bien qu'en allant *bravement* se chauffer les pieds à *l'étranger pendant que* les caporaux de la Prusse égorgeaient l'agriculture. 1926

DENTISTES AMÉRICAINS

32, rue de Lyon, 32 285

UN PRÊTRE a inventé un remède d'une *efficacité certaine* (facile et insensible) guérissant à vie, les *cors et toutes affections des pieds*. Envoyer **3 fr.**, en timbres-poste ou mandat; ou le recevra de suite et franco avec l'instruction. **MARTIN** 30, *faubourg Montmartre, Paris.* 289

Toutes les **EAUX MINÉRALES** françaises et étrangères

GROS 5, *place des Célestins.* DÉTAIL

Aug. SANTENA, pharm., succ. de H. André.

Vente à prix réduits. — On porte à domicile.

DÉPOT PRINCIPAL de tous les MÉDICAMENTS SPÉCIAUX.

SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS

Ottomanes

Le 23me tirage des obligations des chemins de fer de la Turquie, garanties par le gouvernement impérial, se fera le 1er décembre; chaque obligation, rapportant 12 fr., peut être remboursée à 400 fr., concourt à 6 tirages par an auxquels 3,600,000 fr. sont affectés; M. Norbert-Estibal, fermier d'annonces, 2, rue Drouot, à Paris (37e année), cède ces obligations à 220 fr., payables 20 fr. par mois; dès le 1er versement, qui est de 20 fr., on a droit au coupon, à tous les tirages et remboursements. — Avantages : 1 obligation, 220 fr.; 3 oblig., 210 fr.; 5 oblig., 205 fr.; 10 oblig., 200 fr., plus 10 % de remise au comptant; les listes de tirages env. franco.

Découper le bulletin et s'adr. à M. N. Estibal, 2, rue Drouot, Paris.

Bulletin de Souscription

Je, soussigné, demeurant

à déclare souscrire au prix

de par obligation et adresser un

premier à-compte de à M.

Norbert Estibal.

(SIGNER LISIBLEMENT) 1929

NAUDÉ, dentiste

26, *quai Saint-Antoine (allée Marchande).*

Dents et dentiers à base vulcanite très-douce aux gencives et permettant la mastication des aliments durs sans extraction de racines. — Insensibilisation des dents douloureuses, plombage, nettoyage, etc. 1493

CONFECTIONS

pour Dames

ET COSTUMES COMPLETS

Nouveaux modèles de Paris pour la saison d'hiver.

BLANCHET, rue de l'Hôtel-de-Ville, 1. 1810

ON DEMANDE

pour donner de l'extension à un produit de *vente assurée*, à emprunter 3,000 fr. pouvant rapporter 12 0/0 — Pour tous renseignements, s'adresser à l'*Agence de publicité V. Fournier*, 14, rue Confort. 1877

DOCTEUR MOURGUE

dentiste

15, rue de Lyon, 15

IMP. H. STORCK, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, 78.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE LYON *1893*

ANNONCES LÉGALES, JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

Etude de Me L. PIGNAUD, avoué à Lyon, rue Constantine, 10, successeur de Me A. Trouvé.

VENTE

sur publication judiciaire, en suite de conversion, en l'audience des criées du tribunal civil de Lyon, du huit novembre mil huit cent soixante-treize, à midi, en cinq lots séparés, sans enchère générale,

D'IMMEUBLES

comprenant maisons d'habitation et d'exploitation, moulin et usine, avec machine à vapeur de la force de 18 chevaux et chute d'eau de la même force, prés, vignes et bois, situés sur les communes de Saint-Didier-au-Mont-d'Or et de Dardilly, canton de Limonest (Rhône).

Le premier lot, situé sur la commune de Saint-Didier-au-Mont-d'Or, lieu des Rivières, se compose :

1. D'une maison en pierres et maçonnerie, ayant rez-de-chaussée et un étage servant d'habitation et d'exploitation au moulin;

2. D'une construction en pierres et maçonnerie servant d'écurie, de grange et d'entrepôt au magasin;

3. D'un petit jardin complanté d'arbres fruitiers et de jardinage;

4. D'un bois d'environ quatre ares quatre centiares;

5. D'une écluse ayant cinq ares quarante centiares, avec chute d'eau de dix mètres environ.

Dans ce lot se trouvent encore compris tous les objets qui sont dans l'usine et qui sont immeubles par destination, notamment une machine à vapeur de la force de 18 chevaux, une turbine de la même force mue par la chute d'eau, trois paires de meules, deux moletons, etc.

Mise à prix : 15,000 fr.

Le deuxième lot, situé au même lieu, se compose :

1. D'une petite maison en pierre et maçonnerie, recouverte en tuiles creuses en bon état;

2. D'un pré de la contenance d'environ huit ares huit centiares.

Mise à prix : 2,000 fr.

Le troisième lot, situé aussi commune de Saint-Didier-au-Mont-d'Or, lieu des Rivières, se compose :

D'une vigne de la contenance de trente-six ares.

Mise à prix : 1,000 fr.

Le quatrième lot, situé même commune, lieu de Tronchon, se compose :

D'un pré de la contenance d'environ quarante-trois ares vingt-trois centiares.

Mise à prix : 1,500 fr.

Le cinquième lot, situé sur la commune de Dardilly, lieu de Terre, se compose :

D'une vigne de la contenance de trente-six ares environ.

Mise à prix : 600 fr.

S'adresser, pour les renseignements, à Me L. Pignaud, avoué poursuivant, et à M. Dude, expert teneur de livres, demeurant à Lyon, rue Sainte-Catherine, 13, syndic de la faillite du sieur Félix.

Pour extrait :

1912 L. PIGNAUD.

Etude de Me MÉNON, avoué à Villefranche.

Vente volontaire

sur publications judiciaires, ensuite de conversion sur saisie immobilière à laquelle les étrangers seront admis,

En l'audience des criées du tribunal civil séant à Villefranche (Rhône), et pardevant le magistrat qui présidera

EN 33 LOTS SÉPARÉS

avec enchères générales.

1. Sur les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième lots réunis.

2. Sur les septième, huitième et neuvième lots réunis.

3. Sur les dixième, onzième, douzième, et treizième lots réunis.

1. D'un beau château moderne avec parc à l'entour, bâtiments d'exploitation, cour, bosquet, pièce d'eau, avenue, jardin et vignes.

2. De plusieurs corps de bâtiments d'habitation et d'exploitation avec cours, jardin, pré, verger et vigne;

3. Et de plusieurs autres fonds en vignes, terres, prés et bois.

Situés sur les communes de Pommiers, Anse et Theizé.

Appartenant à : 1. Me Antoine Brondel père, propriétaire, demeurant à Pommiers; 2. M. Jean Marie Brondel fils, propriétaire, demeurant aussi à Pommiers; 3. M. Jacques-Antoine Brondel fils, propriétaire, demeurant à Arles, lieu de la Bastière.

Adjudication au vendredi sept novembre mil huit cent soixante-treize, à onze heures du matin.

Pour extrait :

1880 Signé, MÉNON, avoué.

Etude de Me GILLET, notaire à Mézériat (Ain).

A vendre ou à échanger

en gros, par corps de domaine ou en détail, une

BELLE PROPRIÉTÉ

dite terre de Chandée, d'une superficie de deux cent cinquante hectares environ, et presque d'un seul tènement, à un kilomètre et demi environ des gares de Mézériat et de Polliat (ligne de Mâcon à Bourg), à trente minutes de Mâcon, à vingt minutes de Bourg.

Cette propriété renommée pour la qualité de son sol, dont une grande partie peut être convertie en vignes, est située entre et sur les communes de Mézériat, Vandeins, Polliat et Moncet, arrondissement de Bourg et de Trévoux (Ain).

Elle se trouve entre les rivières la Veyle et l'Irance, qui arrosent ses prairies au moyen de canaux les traversant en tous sens.

Elle se compose de cinq grands corps de domaines, vastes prairies, terres, vignes, moulins, tuilerie, bâtiments d'habitation et d'exploitation, et d'un chalet de maître avec jardin anglais, et l'on *arrive par la grande avenue de* Chandée, ombragée par des peupliers séculaires.

Beau pays de chasse et de pêche.

Rapport de quatre à cinq pour cent, avec eaux authentiques, susceptibles de grandes augmentations.

S'adresser, pour visiter la propriété et pour traiter, soit audit Me Gillet, dépositaire des plans et titres, chargé de recevoir les actes; soit à M. Chevalier, commissionnaire, chargé de la vente, qui se trouvera tous les vendredi et les dimanches à Mézériat, en l'étude de Me Gillet, notaire.

1893

Etude de Me DELAS, huissier à Lyon, rue Centrale, 14.

Le vendredi vingt-quatre octobre mil huit cent soixante-treize, sur la place du Pont, à Lyon, à onze heures du matin, il sera vendu aux enchères divers objets saisis tels que : comptoir, tonneaux, bonbonnes, bouteilles, bureau, etc.

—

Même étude.

Le samedi vingt-cinq octobre mil huit cent soixante-treize, sur *la principale place de Montchat*, à Lyon, à onze heures du matin, il sera vendu aux enchères divers objets saisis tels que : fauteuils, canapé, tables, guéridon, chaises, glace, etc.

UN NÉGOCIANT établi à Liége désire représenter plusieurs bonnes maisons pour le placement des huiles, fruits secs, primeurs, marrons, etc. — Références sérieuses. — Ecrire poste restante, initiales S. I. C., à Liége (Belgique). 1863

UNE DAME veuve, âgée, possédant un grand appartement, désirerait trouver un ou deux pensionnaires.

S'adresser aux bureaux du journal. 1701

VENTE AU RABAIS

pour cessation de commerce

RUE LAFONT, N° 8, A LYON

De MUSIQUE NEUVE et D'OCCASION

grand nombre de partitions d'opéras, méthodes de piano et de tous instruments d'auteurs divers; études et classiques pour piano, édition française et étrangère; grande collection de musique de danse, romances, chansonnettes.

Magasin à louer; s'adresser à M. Jules Rolland, rue de la Bourse, n° 53. 1868

NOUVELLE PREUVE DE LA SUPÉRIORITÉ

DE LA TRÈS-CÉLÈBRE

EAU DENTIFRICE ANATHÉRINE

La soussignée constate avec plaisir et conformément à la vérité, au Dr J.-G. POPP, médecin-dentiste de la cour impériale et royale, qu'elle emploie depuis longtemps son **Eau Dentifrice Anathérine**, et qu'elle ne peut manquer de la recommander au public comme un remède, non-seulement pour ses excellentes qualités, mais pour son agréable goût. — (Vienne).

THÉRÈSE, princesse D'ESTERHAZY.

M. le Dr J.-G. POPP, dentiste de la cour impériale à Vienne.

En vous constatant la réception de six bouteilles d'**Eau Dentifrice Anathérine**, je me sens obligé de vous informer que le premier essai fait dans notre hôpital a eu des résultats surprenants.

Parmi les soixante enfants idiots que j'ai reçus dans l'hôpital il y en avait deux qui souffraient du scorbut.

Votre *Eau Dentifrice Anathérine* a été employée selon votre ordonnance et avant que les six bouteilles avaient été consommées, la guérison a été entière.

En vous remerciant de tout mon cœur au nom de nos pauvres protégés, je vous assure que, après m'avoir assuré moi-même de ses effets prodigieux, je ne manquerai pas d'introduire votre *Eau Anathérine* partout où il me sera possible.

COMTE VON DER RECKE-VOLMERSTEIN.

Craschnitz.

On peut se la procurer : à Lyon, pharmacie Simon, rue de Lyon, 89; à Paris, maison L. Burger, 25, boulevard Bonne-Nouvelle, et chez MM. F. Wiart et Cie, parfumeurs-chimistes, 4, rue de la Paix. 51

LA NEW-YORK

Cie AMÉRICAINE D'ASSURANCES SUR LA VIE

Fondée en 1845

Fonds de garantie : 103 millions réalisés.

Recettes de l'année 1872 : 37 millions et demi.

AGENCE LYONNAISE : RUE DE LYON, 3

La compagnie fonctionne sous la surveillance officielle de l'Etat de New-York.

Ses conditions sont plus favorables que celles des compagnies françaises, en raison du taux plus élevé de ses placements en Amérique.

RENTES VIAGÈRES

PAYABLES A LYON, PARIS, LONDRES, OU NEW-YORK

RENTES VIAGÈRES POUR 100 FR.		ASSURANCES SUR LA VIE ENTIÈRE POUR 1,000 FR.	
AGE	RENTE ANNUELLE	AGE	PRIME ANNUELLE
65 ans	*Fr. 12 89*	*25 ans*	*Fr. 16 44*
70 »	*» 15 68*	*35 »*	*» 22 27*
75 »	*» 18 93*	*45 »*	*» 30 72*
80 »	*» 22 51*	*55 »*	*» 48 60*

Assurances sur la vie comme placement.

Parmi les formes d'assurances spéciales à cette compagnie, celle des *polices d'accumulation des bénéfices* représente à la fois une assurance, un placement et une rente viagère différée pouvant être obtenus simplement par le paiement de la prime ordinaire.

Exemple : Il a été estimé qu'une personne âgée de 40 ans, par le paiement annuel d'une prime de 3,130 fr. aura assuré pendant une durée de 15 ans un capital de 100,000 fr. payable de suite en cas de décès et pourra, à la fin de ces 15 ans, recevoir : argent comptant, 72,410 fr., ou une rente viagère annuelle de 6,995 fr., ou une police entièrement libérée de 150,000 fr.

Prospectus explicatifs à l'agence lyonnaise, 3, rue de Lyon. 1905

TARNAVASSI 6, rue Ferrandière, 6. Brochage de livres, cartonnage. Rognures fines à vendre.

HÉMORRHOÏDES

GUÉRISON RADICALE PAR LES

PILULES ET POMMADE DE SCORDIUM DU DOCTEUR LEBEL (ANDRÉ)

Les **Pilules** et **Pommade de Scordium**, approuvées par les Facultés de médecine de **Paris**, de **Belgique**, d'**Angleterre** et d'**Italie**, autorisées en **Russie** par le **Conseil de l'Empire**, sont douées de propriétés très-remarquables; elles calment les douleurs comme par enchantement et arrêtent les **HÉMORRHAGIES** ou flux quelconques en peu de jours (**sans aucun danger de répercussion**). — Le flacon de Pilules de Poudre de Scordium, **3 f.** — d'Extrait de Scordium, **4 f.** — de Pommade de Scordium, **3 f.** — 113, RUE LAFAYETTE (PARIS).

Dépôt aux pharmacies BARNOUD, rue de Lyon, 3 — GUICHON, rue de l'Hôtel-de-Ville, 3. — DEMASLE, rue de l'Hôtel-de-Ville, 13. — Dépositaire général, M. FAIVRE, place des Terreaux, 9. 5012

JOURNAL DE LYON On reçoit les ANNONCES et les ABONNEMENTS, rue de l'Hôtel-de-Ville, 76.

MAL DE DENTS Les **GOUTTES JAPONAISES** de **MATHEY-CAYLUS** guérissent à l'instant le **MAL** de **DENTS** le plus violent et en empêchent le retour en détruisant la **CARIE**. — Prix : **2 fr. 50.**

NÉVRALGIES CALMÉES et **GUÉRIES** par les **PILULES** du **Dr MOUSSETTE, 3 fr.**

Gros : 14, rue Racine, Paris. — Détail : 10, carrefour de l'Odéon et dans les Pharmacies de la Province. 1761

ROB-SAVARESI

DÉPURATO-TONIQUE

Perfectionné

POUR LA PARFAITE GUÉRISON DES

Maladies contagieuses

Faiblesse des organes.

Pertes. Affections cutanées.

Vices du sang.

Les guérisons nombreuses et authentiques opérées chaque jour par ce précieux et puissant *dépuratif* le dispensent de tout éloge et sont les plus beaux titres de ce remède à la confiance publique dont il jouit constamment.

Expéditions par correspondance

S'adr. à M. TOUSSAINT, ch. pharm. de 1re classe, RUE PIZAY, 12, au 1er étage, près de l'Hôtel-de-Ville, à LYON.

DÉPURATIF DU SANG

Le sirop concentré de **salsepareille QUET** guérit toutes les **Maladies contagieuses**, Dartres, Syphilis, Ulcères, Gonorrhées, Boutons, Rougeurs, Démangeaisons, Douleurs, Goutte, Rhumatismes, toutes les âcretés des humeurs, Vices du sang, etc. Ce médicament agit en toute saison et dispense des tisanes.

A Lyon, à la pharmacie **Quet**, rue de la Préfecture, 5. 111

GUÉRISON RADICALE et en peu de jours des maladies récentes ou anciennes par les **Capsules Quet.**

Traitement facile à suivre en secret, même en voyage.— **Injection Quet**, hygiénique, préservatrice, d'un effet assuré dans les cas chroniques qui auraient résisté à tout autre remède.

S'adr. à Lyon, à la pharmacie de Ph. QUET, rue de la Préfecture, 5. 112

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

PAQUEBOTS A VAPEUR POUR L'ALGÉRIE

ET LE LANGUEDOC

Transport des passagers et marchandises à prix réduits

TRANSPORT DES DÉPÊCHES

Départs directs de **Marseille** pour :	Départs de **Cette** pour :
Oran, et par transbordement pour **Nemours, Gibraltar et Tanger,** tous les mercredis.	**Oran,** et par transbordement pour **Nemours, Gibraltar et Tanger,** tous les mardis.
Alger, Bougie, Djidjelli, Stora et Bône (sans transbordement), tous les jeudis.	**Alger, Bougie, Djidjelli, Stora et Bône** (sans transbordement), tous les mercredis et samedis.
Philippeville et Bône, tous les vendredis.	**Philippeville et Bône,** tous les jeudis.
Mostaganem, Arzew et Oran, toutes les deux semaines, le samedi.	**Mostaganem, Arzew et Oran,** toutes les deux semaines, le jeudi.
Cette, 3 départs par semaine	**Marseille,** 3 départs par semaine

Pour FRET ET PASSAGE, s'adresser :

Marseille, au bureau de la Compagnie, rue Cannebière, 54.

Cette, chez M. G. Gaffarel aîné, quai de Bosc, 13;

Lyon, au bureau de la Compagnie, quai de Retz, 12.

Paris, chez M. Lagrange père, 31, boulevard Bonne-Nouvelle

Mme CHRÉTIEN

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS, traite les maladies des femmes par une méthode toute spéciale. A la suite de longues et incessantes recherches scientifiques, elle est arrivée à traiter avec grand succès la STÉRILITÉ et ses diverses affections. — Mme Chrétien compte quinze années de succès qui dépassent toutes les prévisions, et assurent à son traitement une immense supériorité sur toutes les méthodes connues jusqu'à ce jour.— Analyse des urines.— Consultations tous les jours de dix h. du matin à cinq h. du soir.

9, rue Bourbon, au 1er, Lyon.

POMMADE AU GOUDRON infaillible contre les pellicules, les rougeurs, les démangeaisons de la peau. Elle a le mérite d'arrêter la chute des cheveux. — Préparée par ASTIER, parfumeur à Paris. — Prix du flacon : 2 fr. — Se trouve chez tous les parfumeurs et chez M. DUCLOS, rue St-Marcel, 19

LANGUE ALLEMANDE

TRADUCTION DE TOUTES LETTRES ALLEMANDES

Cours et Leçons particulières

DONNÉS PAR Mme DE MÉRINDOL

de la Russie allemande (Riga)

32, rue de Lyon, 32

Ces cours et ces leçons, divisés pour tous les âges et les deux sexes, reposent sur un enseignement grammatical et littéraire en même temps que pratique de la langue allemande, et ont pour objet de conduire l'élève à la connaissance complète de cette langue, et de l'initier à la prononciation la plus pure.

Dans les cours et les leçons pour enfants sont employés les procédés ingénieux usités en Allemagne et en Suisse pour l'instruction de la jeunesse. 1752

BOURSE DE PARIS — Mercredi 22 octobre (de midi à 3 h. 1/2)

RENTES ET ACTIONS AU COMPTANT ET A TERME		Précéd. clôture	Dernier cours
3 0/0	cpt	57 70	57 70
jouissance janvier	31	57 80	57 80
5 0/0 Empr. j. août	cpt	92 75	92 7.
jouiss. nov.	31	93 10	93 10
5 0/0 Empr. 1872, 14 f. 50 p.	cpt	93 35	93 35
Jouiss. 16 août	31	93 77	93 75
4 1/2 0/0 j. 22 sept.	cpt	82 75	82 25
Banque de France	cpt	4300 ..	4295
Comptoir d'escompte	cpt	530 .	530 ..
500 f. j. février	31	527 50	525 .
Crédit agricole	cp	.. ..	450
Crédit foncier	cp	807 50	797 50
500 fr. — 250 fr. p.	31	802 50	802 50
Société générale alg.	cp	480	. .
Créd. indust. 500 fr. — 125 fr.	31	647 50	645
Crédit mobilier	cpt	350 ..	347 50
500 fr. j.	31	350	345 ..
Société de Dépôts. J. nov.	cpt	552 50	.. ..
Société générale	cp	527 50	525
500 fr. — 250 fr. p.	31	537 ..	526 25
Crédit lyonnais	cpt	625 .	.. ..
500 f. — 250 f. p. J. janv.	31	625 .	.. ..
Est	cp	508 75	507 50
500 fr. j. nov.	31	508 75	505
Paris-Lyon-Méditeran	cp	887 50	886 25
500 fr. j. novembre	31	892 50	887 50
Midi	cp	595 ..	587 50
500 fr. j. juillet	31	.. ..	.. 50
Nord	cp	1002 50	995 ..
400 fr. j. juillet	31	1002 50	1002 50
Orléans	cp	806 25	807 50
500 fr. j. octobre	31	810	810
Ouest	cpt	510 .	507 50
500 fr. j. octobre	31	..	.
Gaz	cpt	682 50	677 50
250 fr. j. octobre	31	685 .	677 50
Ce transatlantique	cpt	277 50	275 .
500 fr. j. juillet	31	272 50	272 50
Canal de Suez	cpt	433 75	443 75
500 fr. j. janvier	31	440	435
Suez. — Délégations	cpt	412 50	410
Espagne 3 0/0 extérieur	cpt	19 7/8	19 3/8
Jouissance juillet	31		
Etats-Unis 5 0/0	cp	107 1/2	107
Jouissance novembre	31		
Italien 5 0/0	cpt	60	59 .
Jouissance janv.	31	60 ..	59 1.
Dette turque 5 0/0	cpt	49 50	49 ..
Crédit foncier d'Autriche	cpt	577 5.	571 25
500 fr. jouiss. janvier	31	571 25	572 50
Crédit mob. espagnol	cpt	355 .	357 50
500 fr. j. janvier	31	353 85	355
Autrichiens	cpt	720 .	715
500 fr. jouiss. janv.	31	721 25	717 50
Autrichiens nouveaux	31	... ..	... ..
500 f. 200 f. p. j. janvier.	cpt	... ..	... ..
Sud-Autrichien-Lombard	cpt	355	... .
500 fr. jouiss. nov.	31	358 75	355
Nord de l'Espagne	cpt	85 ..	82 50
500 fr. — J. janv. 1865	31	..	.. .
Romains. — J. oct. 1865	31	71 25	70

OBLIGATIONS	Précéd. clôture	Dernier cours
Trésor, r. 500 int. 20 fr. j. janvier.	. . .	430 .
Seine, r. 225 fr. int. 9 fr. id.	214 .	210 50
Ville de Paris 1855-60 r. 500 j. sept.	400 ..	402 50
V. de Paris 1865 r. 500, 325 f. j. août.	436 .	437 50
V. de Paris 1869 r 400 j. janv.	280	281 .
V. de Paris 1871 3 0/0 r. 400 j. janv.	248 ..	247 ..
Ville de Bordeaux, int. 3 fr nov.	82 50	83 ..
Ville de Lille 1860 — avril.	87 75	88 .
id. id. 1868 — janv.	81 ..	81 25
Ville de Roubaix	.. ..	34 5
V. de Bruxelles 1862, int. 3 f. mars	.. ..	. . . .
V. de Bruxelles 1868, id. janv	.. ..	.. ..
Foncières 4 0/0 j. novem.	440 ..	438 75
id. id. 10e id.	88 ..	87 50
id. id. 1863 id.	431 25	430 .
id. 3 0/0 id.	410 ..	405 ..
id. 10e id.	82 25	82 50
Communales mai	335 ..	337 50
id. 5e id.	67 .	66 50
Algér. 6 0/0 r. à 450 f. j. août.	104 ..	104 .
Id. 5 0/0 juin.	410 ..	407 50
Foncier colonial 5 0/0 r. 500 fr.	.. ..	.. ..
— 6 0/0 r. 600 fr.	340 ..	340 .
Orléans 1843, 4 0/0. janvier.	.. ..	... ..
Rouen 47-49, 5 0/0. juin	.. ..	... ..
Hâvre 1854, 5 0/0. septem	.. ..	... ..
Lyon 1852-54, 5 0/0. octobre	981 ..	991 25
Ouest 1852-54, 5 0/0 janvier	..	...
Est 5 0/0, r. à 650 fr. juin.	443 75	443 75
Bâle 5 0/0, g. p. l'Etat janv.	... ..	450 ..
Médit. 5 0/0 g. p. l'Et. oct.	... ..	475 ..
Bourbonnais janvier	... ..	275 ..
Médit. 1852-55, gar. id.	... ..	...
Nord id.	279 75	280
Orléans id.	275 50	275 75
Victor-Emman. gar oct.	263 25	264 ..
Grand-Central janvier.	277 ..	276 25
Genève 1855 id.	.. ..	275 ..
id. 1857 id.	270 ..	.. ..
Lyon 3 0/0 oct.	276 25	277
Lyon fusion janvier.	275 25	274 50
Lyon 1866 oct.	267 .	265 25
Ouest, g. p. l'Etat janvier.	270 75	270 75
Midi, g. p. l'Etat id.	272	271 75
Est, g. p. l'Etat juin.	270 ..	270 25
Ardenn. g. p. l'Etat. janvier.	269 50	269 50
Dauphiné, g. p. l'Etat id.	270 .	270
Charentes id.	245 ..	247 5
Vendée id.	227 50	228 25
Romains juillet.	162 ..	158 0
Saragosse id.	193 ..	193 50
Pampelune avril.	...	...
Nord de l'Espagne oct.	170 50	171 50
— rev. var. oct. 71	104	104 ..
Portugais janvier	210 ..	210 .
Eaux, int. 15 fr. r. à 500 fr.	. . .	. . .
Gaz parisien, int. 25 fr.	422 50	422 50
Transatlant., int. 25 fr. 500 f.	390 .	. .
Suez, int. 25 fr. r. à 500 fr.	438 75	438 ..
Tabacs d'Italie, int. 27 fr 50	... ..	.. ..
Foncier 5 0/0	.. ..	.. ..

(Orléans 1843 à Médit. 5 0/0 g. p. l'Et. : 625 f. Est. à 1250 — Nord à Portugais : Remboursables à 500 fr. — Intérêts, 15 fr.)

BOURSE DE LYON — Mercredi 22 octobre (de 11 heures à midi 1/2)

RENTES ET ACTIONS	Au comptant	A TERME Pr Cours	Plus haut	Plus bas	Dr cours
3 0/0	57 75	.. ..	.. .	.. ..	.. ..
		d 10	.	d 50	.. ..
Coupures	57 50	d 5	... .	d 1	.. ..
Porteur	.. .	.. ..			
5 0/0 lib. 1871.	.. ..	.. ..	.	.. ..	.. ..
Coupures	92 60	d 25	.. .	d 50	.. ..
5 0/0 Emp. 1872	.. ..	93 70	93 75	93 62	93 62
Coupures	93 30	d 25	94 95	d 50	94 35
Libérées	.. .	d 25	..	d 1	93 90
4 1/2	.. ..	... ..	... .		
Ob. Trés 5 0/0	500 62	... ..	... .	... ..	... ..
		d 5		d 10	
Italien	.. .	59 80	.. ..	.. ..	60 05
Coup. 1000	.. ..	d 10		d 50	.. .
— 100-50	59 75	d 25	..	d 1	.. .
Ob. ville de Paris	247 25	... ..	...	... ..	...
— 250 f. p.	... ..	d 5		d 10	...
Crédit mobilier	.... .	349 .	... .	.. ..	. . .
		d 5	... .	d 10	
— Lyonnais	622 ..	623 12	.. .	...	621 .
		d 5	.. .	d 10	... ..
Banque de Paris	.... ..	.... ..	d 10	.... ..	... .
Chem. fer Orléa	... ..	... ..			... .
		d 5		d 10	... .
Paris-Lyon-Méd	895 .	... .		..	... .
		d 5		d 10	
Société Autrich	721 .	721 .	.	... .	719 .
		d 5	726	d 10	..
— nouvelles	... ..	.. .	...		
		d 5	...	d 10	...
Lombards-Vénit	356 .	356 87	... .	.. .	356 .
		d 5	... .	d 10	...
Mobilier Espagn	... ..	.. .	... .	.. .	.. .
		d 5		d 10	.
Canal Suez	... .	. ..	... .	... .	...
		d 5	...	d 10	. .
Délégations	... .	.. .	. .		.. .
		d 5		d 10	

PRIMES POUR LA LIQUIDATION PROCHAINE					R
3 0/0	d 10	d 25	d 50	d 1	
	... ..	.. ..	.. ..	... ..	.. ...
5 0/0	au 15	. ..			.. .
— 1872	.. .	..	96 50	95 50	.. .
au 15	.. ..	.. .	.. ..	..	...
Italien	.. ..	.. ..	.. ..	...	...
	d 5	d 10	d ..	..	...
Obl. Trésor	... ..	... ..	... ..	.	.. .
Crédit Mobilier	... ..	... ..	... ..	.	... ..
— Lyonnais	. . ..	... ..	... .	..	... .
Ch. fer Orléans.	... ..	... ..	... ..	...	.. .
Paris-Lyon-Méd	... ..	... ..	... ..	... .	... .
Autrichien	... ..	... .	... ..	... .	... ..
Sud Lombard	... ..	... ..	... ..	... .	.. .
Mobilier espag.	... ..	... ..	... ..	... ..	... .
Canal Suez	... ..	... ..	... ..	.	...

ACTIONS	Dr Prix
Gaz	
Lyon	.... ..
Guillotière	.... ..
Trois villes du Midi	... ..
Saint-Etienne	.... ..
Vérone	... ..
Florence	... ..
Dijon	... ..
Bayonne	... ..
Tarare	... ..
Limoges	... ..
Clermont	... ..
Usines à Gaz réunies	... ..
Du Puy	... ..
Fonderies	
Fond. et Forg. de Terre-Noire, la Voulte et Bessèges	435 ..
De l'Horme	... ..
De Pont-Evêque	600 ..
Du Creusot	... ..
H. F., For. et Aciéries de la mar. et des ch. de fer. anc	... ..
Id. nouv.	.. ..
De Fourchambault	602 50
H. F. de Franche-Comté	... ..
Forg. de C. et Commentry	750 ..
Aciéries et F. de Firminy	... ..
H.-F. de Givors	... ..
Aciéries de Saint-Etienne	... ..
Mines	
De la Loire	349 ..
De Montrambert	532 ..
De Saint-Etienne	341 ..
De Rive-de-Gier	152 ..
Roche-la-M. et Firminy	.... ..
Banques	
De France	... ..
Comptoir Lyonnais	... ..
De Crédit Lyonnais	... ..
Comptoir d'esc. Gollet et Ce.	... ..
Soc. Lyonnaise de dépôts et comptes courants, 125 fr. p.	560 ..
Crédit foncier Suisse	... ..
Crédit foncier d'Autriche	.. ..
Bateaux	
Comp. générale de navigat	... ..
Comp. des Grappins	... ..
Comp. de navigation mixte	.. ..
Comp. de Bateaux-Omnib.	... ..
Diverses	
Omnium	... ..
Rue de Lyon	... ..
Rue de la Bourse	... ..
Comp. générale des Eaux	... ..
Omnibus de Lyon, 90 p.	... ..
Dombes et Sud-Est, 250 p.	... ..
Comp. des Abattoirs	... ..
Verrerie de la Loire et du Rhône	... ..
Croix-Rousse	... ..
Ban-Lafaverge	... ..

OBLIGATIONS	Dr Prix
Ville de Lyon 1854-56	... ..
Ville de Lyon 1859	940
Ville de Lyon 1865-67	..
Ville de Lyon 1870	432 50
Ville de Lyon 1871	507 50
Ville de Lyon 1872. n. lib.	... ..
Ville de Lyon 1872. Lib	... ..
Département du Rhône	.. ..
Ville de Paris 1865	... ..
Ville de Paris 1869	280 .
Ville de Paris 1872. lib.	. ..
De la Loire	995 ..
Rhône-et-Loire 4 0/0	466 25
Rhône-et-Loire 3 0/0	283 75
Paris à Orléans 3 0/0	
Paris-Lyon-Méd. j. janvier	276
— — j. octobre	266 50
Paris-Lyon 5 0/0	... .
Méditerranée 3 0/0	... .
Midi	... ..
Croix-Rousse	... ..
Dombes, Sud-Est	237 50
— Bons 160 p.	406 ..
— — lib.	... ..
Victor-Emmanuel, 63	... .
Bons Lomb., r. 1873	... .
— — r. 1872-1874	...
— — r. 1875	...
— — r. 1877 et 1878	... ..
Lombards 3 0/0	248 25
Id. nouv.	...
Chemins de fer Romains	
Saragosse	193 .
Nord de l'Esp. priorité	171 .
— — revenu varia	
Portugaises	. .
Rue de Lyon 1856	. .
Rue de Lyon 1862	. .
Terre-Noire 5 0/0	. .
Terre-Noire 6 0/0	. .
Firminy	. .
Fonderies de l'Horme 5 0/0	..
Fonderies de l'Horme 3 0/0	
Commentry 3 0/0	. .
Fourchambault, 1e s.	. .
Fonderies du Creusot	. .
Aciéries de la Marine	. .
Herné-Bockum	. .
Comp. générale des Eaux	. .
Comp. gén. des Eaux 5 0/0	. .
Gaz de Lyon 6 0/0	. .
Gaz de Lyon 5 0/0	. .
Domaniale (Autriche)	. .
Emprunt Ottoman 1863	. .
— 1869. g. c.	297 50
— Honduras	50 .
Suez 5 0/0	. .
— Bs trentenaires	. .
Autrichiennes anciennes	..
— nouvelles	.. ..
C. F. Suisse	

Lyon, 22 octobre.

Les monarchistes affirment qu'ils sont certains d'avoir pour eux une majorité de 30 voix; les députés républicains écrivent de leur côté qu'ils se sont comptés et qu'ils auront une majorité de 10 voix; la Bourse écoute les uns et les autres et s'arrête indécise.

Elle semble, du reste, commencer à redouter le triomphe des monarchistes, et il n'est plus prouvé qu'elle s'enthousiasme autant que ceux-ci le promettaient pour le cas où ils finiraient par l'emporter au scrutin.

La Bourse a du bon sens, elle n'est pas longue à démêler où sont les véritables conservateurs et elle lâche bien vite ceux qui sous prétexte de conservatisme conduiraient le pays vers des abîmes que nous entrevoyons et qui nous effraient.

Hier, à Paris, sur le bruit s'accréditant que l'Assemblée serait convoquée à Versailles pour le 27 courant, que M. Magne gardait le portefeuille des finances et enfin que la Banque de France allait être autorisée à porter à 3,000,000,000 (au lieu de 3,500,000,000) le chiffre total de son émission de billets, ce qui la dispenserait d'élever davantage le taux de l'escompte, les fonds français ont regagné le terrain perdu la veille.

Ici aujourd'hui nous n'avons été que tièdes. L'emprunt a bien débuté à 93.70, a même touché 93.75, mais les offres ont vite dominé les demandes, et l'on est retombé à 93 60; en clôture, on demandait de nouveau à 93.62 1/2.

Les prétentions des vendeurs de primes étaient moins raides que ces jours derniers. Nous ne saurions assez conseiller aux gens prudents d'user des primes, soit s'ils veulent rester acheteurs, soit s'ils osent vendre à découvert.

Il peut être bon à un moment prochain de n'être acheteur que de primes, ou au contraire d'être couvert par des achats de primes si l'on a le courage de vendre ce que l'on n'a pas.

Les valeurs étrangères étaient encore plus offertes que demandées.

Le 5 0/0 Italien ne valait que 59.90 et 59.80, l'Autrichien que 721 et 719, le Lombard que 356.

Les valeurs du Suez n'ont même pas été cotées. Cependant les recettes du canal s'améliorent déjà. L'action du Crédit lyonnais nous a paru fort offerte de 623 à 621. Les actions des Banques ne sont pas en faveur en ce moment.

La spéculation est en train de se défaire de celles qu'elle faisait reporter à grands frais depuis si longtemps. L'argent saura bien démêler avec son flair habituel si le moment est venu d'offrir une large contre-partie à ces vendeurs malgré eux.

Les nouvelles de Londres ne présentaient rien de saillant ce matin. On redoute toujours une nouvelle élévation d'escompte, mais rien n'est encore décidé dans ce sens. Cela va dépendre des retraits d'or qui peuvent surprendre la Banque d'un moment à l'autre.

Le marché des valeurs locales était un peu plus actif. Les actions des établissements métallurgiques sont assez fermes, celles des mines également.

Obligations étrangères faibles, obligations françaises bien tenues.

Vu par nous maire du deuxième arrondissement de Lyon, pour la légalisation de la signature ci-contre. *Lyon, le*